Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Cinquième année - N° 206 - Jeudi 28 octobre 1993 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,30 F



RECONSTITUER RASSEMBLER

Coll. Fondation Jean-Jaurès

A TRAVERS LES TRAVEES DU CONGRES

Valérie, 27 ans, animatrice
(Puy-de-Dôme)

C'est mon premier congrès. J'avais activement participé aux Etats généraux locaux. J'attends du congrès du Bourget des mots d'ordre en prise concrète sur les attentes de la société. Et d'abord, la réduction du temps de travail. Je suis pour les trente-cinq heures sans réduction, même pour les hauts salaires. Il faut arrêter le discours qui prône en réalité un partage de la misère. On le voit bien en Auvergne, où la crise est particulièrement dure : les travailleurs sont pressurés de partout, le chantage au temps partiel se multiplie. A la place du partage du salaire, je préfère une redistribution des revenus avec une véritable réforme fiscale, une plus grande contribution du capital. Il faut taxer l'argent, pas le travail. Les Etats généraux de Lyon nous ont redonné un vrai souffle. Des gens sont revenus débattre, ont cessé de raser le murs. La motion A représente bien l'esprit des Etats généraux. Je m'y retrouve totalement.

Gilbert, fonctionnaire retraité
(Aveyron)

Je milite depuis 1945. J'espère de ce congrès une prolongation des Etats généraux, de l'imagination qui vienne autant de la base que de ceux qui dirigent le Parti. La grande priorité doit être la lutte contre le chômage. Une convention thématique est nécessaire et urgente pour en préciser les modalités techniques. Il ne faut pas renouveler l'erreur de 1981 où on a lancé un partage sans savoir ce qu'on allait mettre dedans. La réduction du temps de travail est la clef de voûte de toutes les solutions possibles. Le PS n'a pas de position claire sur cette question. Il y a trop d'incohérences, comme on l'a vu au moment du vote de l'amendement Chamard sur la semaine de quatre jours à l'Assemblée nationale. Si on parle de solidarité, il faut qu'elle joue aussi pour les hauts salaires. Si on ne veut pas aborder ce point-là, on n'est pas un humaniste.

Eliane Sbrugnéra
(Pyrénées-Atlantique)

Je me suis inscrite dans la commission sur l'emploi pour éclaircir mes idées sur la diminution du temps de travail : je n'y vois pas très clair. J'aurais tendance à être pour la semaine de quatre jours. Elle est révolutionnaire pour beaucoup, mais pas pour les femmes. Cette question de la liaison entre le travail, le salaire et la dignité se pose depuis des décennies pour elles. Elles savent depuis longtemps que l'utilité et la dignité ne sont pas toujours liées au salaire. Le monde masculin, lui, le découvre maintenant.

Annie, intendante de collège
(Calvados)

J'étais aux Etats généraux. Il y avait de l'enthousiasme. Aujourd'hui, il y a plus de tristesse. Je suis blessée qu'il n'y ait même pas la mention PS sur la tribune. On se prive de voir à la télé le nom de notre Parti. Je suis adhérente depuis seize ans. Pour l'instant, j'attends des jours meilleurs. Je sais que la route sera longue, je n'attends pas de ce congrès un débat sur un projet. Je me demande si le PS a encore quelque chose à proposer, un message à envoyer aux travailleurs, aux gens qui souffrent dans le monde. J'ai beaucoup apprécié le message du président. J'ai signé la motion 3. Je suis restée très union de la gauche. Pour moi, la baisse du temps de travail est impérative. Elle se situe dans l'évolution du progrès de la société vers plus de liberté, plus de temps pour la culture, les enfants, pour l'individu. Je ne suis pas opposée à ce qu'elle s'accompagne d'une réduction de salaire si cela se passe dans une véritable clarté sociale.

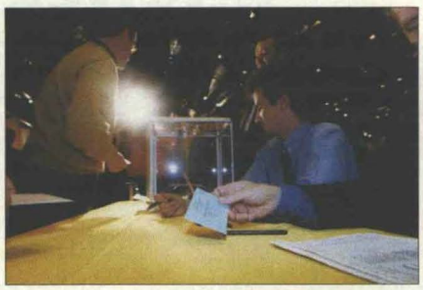
André Pagnan et Claude Dubeau
(Aude)

"Vendredi" est vraiment un organe de contact entre les militants et il est regrettable de voir son volume diminuer. Au contraire, dans le contexte actuel, nous devons nous ressaisir. Le journal du Parti est le cordon ombilical entre la direction nationale et les sections. Les militants ont, à travers la page du courrier des lecteurs, un extraordinaire outil d'expression et chaque lecteur attend la lecture de cette page avec impatience. Il est enrichissant de savoir ce que pensent les autres militants. Le journal permet aussi une ouverture vers l'extérieur. Les militants l'utilisent pour faire passer leurs convictions et pour convaincre. Pourquoi ne pas imaginer des comités de diffusion et revenir à une vente plus militante ? Il faut faire connaître "Vendredi", il faut que tous les sympahisants des socialistes aient accès à cette presse. Soutenir "Vendredi", ce n'est pas seulement payer un abonnement ou un bon de soutien, c'est le faire connaître."



Fondation Jean-Jaurès

SOMMAIRE





2 A travers les travées du congrès

Politique intérieure

4 Le viatique des socialistes
6 Air France : crash sur les pistes

LE JOURNAL DU CONGRES
(reprise des 2 numéros spéciaux du Bourget)

Vendredi

7 Séance d'ouverture
10 Commission emploi
12 Commission Europe
14 Commission démocratie et institutions
16 Commission Parti

Samedi

18 Débat général
27 Election de Michel Rocard
28 Felipe Gonzalez et Rudolf Sharping

Dimanche

30 Motion finale

Politique internationale

31 Le credo européen de François Mitterrand

Claude Estier

22-24 octobre

Ce congrès du Bourget était une sorte de pari : celui de prolonger et d'amplifier le sursaut du Parti socialiste engagé aux Etats généraux de Lyon, trois mois après une très sévère défaite électorale. Les pessimistes affirmaient que l'élan de juillet n'était qu'un feu de paille vite retombé. Ces trois jours ont démenti ce pronostic. Ils ont confirmé que le Parti sort de sa convalescence, qu'il a franchi la phase transitoire ouverte le 3 avril pour retrouver ses marques avec un nouveau chef de file, de nouvelles instances dirigeantes, de nouvelles idées, une nouvelle volonté.

La très forte majorité qui s'est portée sur la motion A, celle, quasi identique, avec laquelle les délégués au congrès, au scrutin secret, ont élu Michel Rocard premier secrétaire témoignent d'un parti rassemblé, pacifié, ayant rangé au magasin des mauvais souvenirs le calamiteux tumulte de Rennes. Certes, les deux motions minoritaires n'ont pas voulu d'une synthèse qui paraissait parfaitement possible au vu des idées exprimées. Mais Jean Poperen n'a pas eu tort de rappeler que l'unité n'est pas l'unanimisme, que l'histoire du Parti socialiste a toujours été faite de diversité, de ces légitimes différences qu'évoquait François Mitterrand dans le très beau message qu'il m'avait confié le soin de lire au congrès et dont celui-ci a compris spontanément, en l'applaudissant chaleureusement, qu'il était aussi le fil renoué avec celui qui, par deux fois, a fait gagner les couleurs du socialisme.

La nouvelle page ouverte au Bourget s'inscrit dans la continuité sur laquelle plusieurs orateurs ont mis l'accent en parlant de "69e congrès". Continuité dans la définition de nos valeurs, le refus de plier devant la droite réactionnaire, la confirmation de la stratégie de rassemblement de toute la gauche qui fut la nôtre depuis le congrès d'Epinay. Et, en même temps, nouveauté, car le monde de 1993 n'est plus celui de 1971, la situation mondiale a été profondément bouleversée, la crise qui frappe notre pays comme toutes les nations industrialisées a fait surgir de nouvelles difficultés dont la plus grave est celle du chômage avec toutes ses conséquences destructrices de la société. C'est toute cette problématique qui a été prise en compte dans les interventions des orateurs et dans les résolutions finales votées par le congrès. Avec, au premier rang, la quesion de l'emploi, et plus précisément de la réduction significative du temps de travail, soutenue unanimement même si le débat doit se poursuivre sur le point de savoir quelle forme de compensation, ou plutôt de redistribution, devrait accompagner, par exemple, le passage à la semaine de quatre jours.

La nouvelle donne européenne a été le second grand thème de réflexion, illustré notamment par les propositions de Michel Rocard en faveur d'un emprunt communautaire qui financerait dans nos pays de grands travaux créateurs d'emplois. Propositions que certains jugent irréalistes mais qui trouvent un écho chez les socialistes européens au pouvoir aujourd'hui ou qui pourraient l'être demain. La présence simultanée au Bourget, autour de Michel Rocard, de Rudolf Scharping, président du SPD allemand et du premier ministre espagnol Felipe Gonzalez valait plus qu'un symbole. Les élections européennes de juin prochain, pour lesquelles le nouveau premier secrétaire s'est porté spectaculairement candidat, devraient être l'occasion de resserrer les liens entre toutes les formes de gauche de la Communauté.

Enfin, le congrès du Bourget a engagé la troisième étape de la reconstruction de la gauche française en ouvrant clairement la perspective, que Lionel Jospin est chargé de concrétiser, des Assises de la transformation sociale auxquelles des hommes comme Charles Fiterman et ses amis se déclarent prêts à participer. Le Parti doit les aborder avec modestie, sans aucune volonté hégémonique, mais en sachant aussi qu'ayant remis de l'ordre dans sa maison, il représente le principal pôle de rassemblement de tous ceux qui commencent à prendre conscience de la formidable régression politique, économique et sociale dans laquelle Edouard Balladur et les siens entraînent la France. ■

Vendredi

10, rue de Solférino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TÉLÉPHONE : pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56.... (précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56),
Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
B. Bisson / Sygma (p. 31) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 147.000 ex.

MICHEL ROCARD : LE VIATIQUE DES

Sept mois après sa déroute électorale, le Parti socialiste est sur la voie du redressement. Tel est le principal enseignement du congrès du Bourget.

Très confortablement élu premier secrétaire, Michel Rocard jouit désormais d'une légitimité indiscutable. Son accession à la tête du PS a été saluée avec bienveillance par François Mitterrand : "Michel Rocard a été élu premier secrétaire avec une nouvelle méthode excellente. Le Parti socialiste l'a décidé. Il a un dirigeant de valeur qui s'est affirmé dans les combats politiques depuis très longtemps. Il faut l'aider du mieux qu'on peut. Il n'y a pas de rupture de ton et de politique entre 1971 et 1993."

Le congrès du Bourget ferme donc la parenthèse de la direction provisoire et ouvre une ère de réchauffement des relations entre l'Elysée et la Rue de Solferino. Il a été également marqué par un positionnement clair par rapport à la droite. Tous les responsables socialistes ont dénoncé la politique gouvernementale. Le PS a retrouvé son unité sans s'embourber dans une unanimité de façade. La cohésion du Parti ne semble guère menacée par l'opposition limitée et apparemment peu belliqueuse dans laquelle s'installent Jean Poperen et Louis Mermaz. Le PS a déjà vécu une majorité et une minorité, il ne s'en est pas plus mal porté.

Ce congrès a aussi tracé des perspectives programmatiques et stratégiques. Les premières se fondent sur le triptyque réduction du temps de travail-nouvelle donne européenne-égalité continue des chances. Si ces trois thèmes doivent être encore affinés, ils serviront désormais de "viatique" aux socialistes, et recoupent les priorités du chef de l'Etat, comme on a pu le constater lors de l'intervention de François Mitterrand à "L'Heure de vérité". Quant à la stratégie, elle devrait se concrétiser par la tenue des assises de la transformation sociale que Lionel Jospin est chargé de préparer.

Enfin, en annonçant qu'il conduira la liste européenne, Michel Rocard a montré qu'il était prêt à aller au charbon. En ajoutant qu'il conditionnait cette décision à ce qu'un candidat sur deux soit une candidate, il donne un coup de pied dans la fourmilière des courants et prouve que le PS est encore capable de moderniser la vie politique française.

Voici des extraits du discours de Michel Rocard consacré aux trois idées majeures qui résument les propositions des socialistes : l'emploi, l'Europe et l'égalité des chances.

"Ma conviction fondamentale, en ce qui concerne le chômage, je l'ai dit avant même les élections, c'est que nous ne réglerons le problème qu'en organisant différemment le travail dans notre société. (...)

Oui, mes amis, la semaine de quatre jours est un objectif urgent, digne et responsable. (...)

A certaines conditions précises, il ne dépend que de nous tous de la mettre en œuvre.

Quelles sont ces conditions ? J'en vois trois : réorganiser la production, traiter la question du revenu, s'interroger sur les compensations.

Réorganiser le travail. Tout le monde comprend que, si on baisse de 20% la durée du travail sans autre forme de procès, cela se traduit simplement par une baisse de 20% de la production. Cela supprimerait des emplois plutôt que d'en créer. Il faut donc réorgani-



Michel Rocard salue Daniel Mayer, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Fondation Saint-Simon

SOCIALISTES

ser l'entreprise de manière telle que sa production, qu'elle soit de biens ou de services, s'enrichisse d'une équipe supplémentaire et accroisse la durée d'utilisation des équipements.

Traiter la question du revenu, c'est possible. Mais je le dis tout net, ceux qui veulent croire qu'on pourrait réduire massivement la durée du travail sans aucune réduction du revenu pour quiconque nourrissent une illusion !

Il faut affronter la réalité. Si, pour une diminution significative du chômage, on choisit une baisse significative de la durée du travail, alors, la bonne question, la première question à se poser, c'est : comment garantir que ces baisses des revenus soient justes et n'affectent pas les bas salaires ?

Pour que cela puisse être juste, il faudra prendre en compte l'ensemble des revenus, revenus du capital, niveau des impôts, des prestations, et pas seulement les salaires.

(...) Mais n'affectons pas de l'ignorer, en contrepartie d'un droit retrouvé à l'activité pour tous, en contrepartie d'une garantie sérieuse de voir diminuer rapidement cette hantise du chômage qui habite tous les Français, oui, il y aura des efforts à faire.

Le législateur devra fixer le cadre, les étapes, organiser les compensations.



Il ne pourra pas se substituer aux acteurs, il ne devra même pas essayer de le faire.

En revanche, même si les partenaires sociaux s'accordent sur les efforts à faire, en contrepartie par exemple d'un intéressement aux résultats futurs, les résultats ne pourront jamais être à hauteur du besoin. Il faut donc que l'Etat les relaie. (...)

Ce projet de société, il se fonde sur la consécration réelle d'un véritable droit de chacun à une activité. Il se prolonge de son corollaire, indispensable pour les socialistes que nous sommes : celui de l'égalité continue des chances. (...) Je vous invite donc à remettre au cœur de nos réflexions, de nos propositions, l'égalité, parce qu'elle fait partie de nos idéaux, l'égalité continue, car elle ne saurait être assurée une fois seulement au début de la vie, c'est-à-dire à l'école, et pour solde de tout compte. Non ! Nous voulons l'égalité continue des chances, de toutes les chances, et pas seulement de celles qui conduisent à des diplômes. Je crois le moment venu de créer et de mettre au point une charte de l'égalité continue des chances. Une charte des garanties minimales auxquelles tout Français a un droit imprescriptible. (...)

"NEW DEAL"

Je propose une nouvelle donne européenne, un "New Deal" européen.

L'idée est simple. Que la Communauté, qui n'est pas endettée, fasse ce choix intelligemment keynésien qui consiste à emprunter à long terme au moins 50 milliards d'écus, que ces 50 milliards d'écus soient aussitôt réinvestis dans des dépenses présentant une double caractéristique, être des investissements d'avenir, être créateurs d'emplois, et sachant que toute mise de fonds de la Communauté déclenche des efforts des Etats, des collectivités locales et du secteur privé, ce sont ainsi au minimum 150 à 200 milliards d'écus, c'est-à-dire entre 1.000 et 1.300 milliards de francs, qui, injectés dans la Communauté, relanceront l'activité et la croissance.

Je fais mienne la proposition de Jean Poperen. Oui, il nous faut tenter un grand rassemblement des socialistes européens, c'est une évidence. Autant que nous, nos amis européens ont besoin de revoir les socialistes conduire la France, et pour eux aussi nous devons convaincre les Français de la validité de nos propositions.

Trois idées majeures les résument : une société de pleine activité, l'égalité continue des chances, la nouvelle donne européenne.

UNE CANDIDATE SUR DEUX

Un certain nombre d'entre vous m'ont fait l'amitié de suggérer, voire de souhaiter que je conduise notre liste. Eh bien, je suis d'accord ! J'ai une condition : c'est que, derrière moi, cette liste soit composée à stricte égalité de femmes et d'hommes, qu'un candidat sur deux soit une candidate et ce, du début à la fin de la liste !(...)

Ce que nous entendons faire sur le plan social, il nous faut le prolonger d'urgence sur le plan politique. Reconstruire une alternative à offrir aux Français, le faire sur des bases qui ne perpétuent pas les clivages dépassés, quitte à en découvrir de nouveaux, c'est la tâche que nous nous sommes fixée déjà tous ensemble aux Etats généraux. C'est à elle que nous avons donné le nom d'assises de la transformation sociale, assises parce qu'il ne peut s'agir d'une simple démarche tactique, mais bien d'un travail de rapprochement doctrinal, rapprochement des idées. (...)

Je demanderai à Lionel Jospin de coordonner notre travail dans ce domaine. En définitive, à bien y réfléchir, si nous réussissons la démarche entreprise, ces assises deviendront tout simplement les assises de la transformation, de la transformation tout court, car, en dernière analyse, notre finalité propre, comme celle des autres composantes de la gauche, c'est bien de transformer la société. (...) On ne se bat efficacement contre la droite que si, auparavant, on est capable de se battre pour des idées. Celles que j'ai esquissées, le droit à une activité pour tous, l'égalité continue des chances, la nouvelle donne européenne, sont à la fois ambitieuses et réalistes.

C'est avec ce viatique qu'un Parti rassemblé peut partir à la conquête de la confiance des Français." ■

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LA COLERE D'AIR FRANCE
CRASH SUR LES PISTES

François Mitterrand a rendu hommage, lundi soir, aux salariés d'Air France : "Ce qui a été dit par les grévistes était souvent frappé au coin du bon sens." En tout cas, c'est une première. Balladur a dû reculer devant la colère des "petits" salaires. La semi-victoire des grévistes d'Air France le prouve : quand les salariés sortent de leur léthargie, le réveil est brutal.

Ils sont tout contents d'avoir gagné, mais ils se méfient encore. Les salariés d'Air France réclament des "garanties" et ont maintenu leur grève jusqu'à mercredi, après le mardi noir qui a paralysé l'aviation civile française. Car une chose est d'entendre annoncer à la télévision le retrait du plan de retour à l'équilibre qui a été à l'origine de l'explosion d'Air France, autre chose est de savoir par quoi il va être remplacé.

"Il est vrai, reconnaissait en plein conflit Alain Gardet, délégué du personnel CFDT d'Air France, que l'entreprise ne baisse pas les salaires, mais les revenus. Les salariés ne le supportent pas, parce que ces revenus sont modestes." N'y avait-il pas de la provocation, quand on ne touche pas les gros salaires, à laminer les majorations en pourcentage pour horaires décalés dont pouvaient bénéficier les salariés les plus modestes ? "Pour le travail de nuit, détaille Alain Gardet, elles passent de 200 à 150%, pour les jours fériés de 300 à 200%." Quant aux indemnités kilomètriques de voiture, elles baissaient elles aussi, alors que la plupart des salariés viennent avec leur propre véhicule à Roissy car ils habitent loin, parfois à plus de 80 kilomètres.

La colère était tellement forte que le ministre des Transports lui-même avait cru pouvoir désamorcer le conflit en limitant ces réductions. Rien n'y a fait, et pas seulement parce que les grévistes savaient qu'ils ne pouvaient pas vivre avec des revenus amputés. Car la réduction des majorations n'a été que le détonateur qui a permis une explosion qui couvait depuis longtemps.

La succession rapide des plans de redressement a atteint chaque salarié au plus profond de lui-même, même si, officiellement, les suppressions de postes ne devaient pas se solder par des licenciements. L'an dernier, malgré les promesses, il y en a eu trente-six... "On disait, avant, qu'Air France était une grande dame", explique Jean-Jacques Soulier, secrétaire fédéral de Seine-Saint-Denis. On y entrait comme en religion, jusqu'à la fin de sa vie. Tous les salariés l'aimaient. Une grève, pour eux, ça ne se fait pas comme cela." Gérard Rodrigue, secrétaire FO du comité d'entreprise de Roissy, ne dit pas autre chose : "Les gens sont très attachés à la compagnie. Pour la plupart, c'était leur premier emploi et ils y sont restés parce qu'ils l'aimaient. Ils s'y donnent corps et âme. Et voilà qu'on leur annonce, en plein milieu de leur carrière, qu'ils peuvent ne plus faire partie de la compagnie. Ils sont désespérés et, en plus, ils ressentent un profond sentiment d'injustice."

Le gouvernement a cédé, mais les difficultés sont-elles aplanies pour autant ? Les salariés n'ont-ils pas remporté une victoire à la Pyrrhus ? "Les difficultés demeurent", remarque avec raison Nicole Notat. Il ne suffit pas de changer de PDG pour les régler. Certes, l'attitude de Bernard Attali hérissait les syndicats. "Les réunions de concertation avaient une forme un peu barbare, reconnaît Jean-Jacques Soulier. Les représentants de la direction venaient avec un texte en disant qu'il est irrévocable. La grande difficulté, c'est qu'Air France ne sait pas négocier."



Mais est-ce la personnalité d'un homme qui était en cause, ou la composition de la direction des relations humaines d'Air France, à dominante RPR ? De l'avis de tous, elle a multiplié les peaux de bananes sous les pieds du PDG. Bernard Attali avait préparé avant l'été un plan qui avait été repoussé par le gouvernement qui le trouvait trop "mou". "On a mis volontairement le feu", accusent les syndicats. Pourquoi ? Pour mieux se débarrasser d'un homme nommé par la gauche ? Pour préparer, selon les normes patronales, une privatisation déjà annoncée ? Mais, une chose est de supplanter un patron, même peu "communicateur", lors de négociations difficiles -un comble pour un ministre qui se veut libéral-, autre chose est, pour un gouvernement, de se retrouver en première ligne devant la colère de salariés. La nomination rapide de Christian Blanc à la tête de la compagnie le prouve.

Pourquoi une telle nomination ? Pour faire passer plus en douceur, aux yeux des salariés, un nouveau plan de restructuration, prélude à la privatisation ? Une seule chose est sûre : sur fond de déréglementation du trafic aérien et de concurrence effrénée des compagnies, Air France a perdu 3,2 milliards l'an dernier, et 3,8 autres au cours des seuls six premiers mois de cette année.

Les syndicats sont conscients du danger. "Le personnel va reprendre le travail, mais il n'oublie pas", prévient Gérard Rodrigue. Il restera vigilant et continuera à se battre." Comme les salariés du privé et du secteur semi-public, confrontés eux aussi à des plans de restructuration, qui ont vu le gouvernement reculer pour la première fois.

Balladur a voulu éviter la contagion. Et il a prouvé surtout qu'il ne tenait pas longtemps devant la pression. Ceux qui sont descendus dans la rue à la mi-octobre et cette semaine sur les pistes s'en souviendront certainement.

■

Collection Bibliothèques

LE JOURNAL DU CONGRÈS Vendredi

CONGRES D'ESPOIR, DE PROPOSITIONS ET D'UNITE

Vendredi matin s'est ouvert le 69e Congrès du Parti socialiste dans une salle à dominante gris, jaune et bleu. Une séance marquée par la jeunesse mais aussi la filiation à l'histoire du Parti.



MICHEL ROCARD

Dans son discours, il trace le cadre de ce congrès : "Nous voici réunis pour le congrès constituant de 1993, deuxième phrase des Etats généraux des socialistes. A Lyon, en juillet, vous avez dit, avec clarté et fermeté, ce que vous souhaitiez dire sur les raisons de notre lourde défaite. Vous avez dit, avec clarté et fermeté, les orientations majeures que le Parti, selon vous, devra suivre. Vous avez manifesté enfin, toujours avec clarté et avec plus de fermeté encore, votre volonté d'en terminer avec les luttes internes et fratricides, avec l'enrégimentement général, l'enrôlement de force dans des courants étrangers les uns aux autres. C'est pour cela que la plupart des responsables du Parti ont tenu à se mettre d'accord pour soumettre en commun un document d'orientation à vos délibérations. Sur ce document, existent différentes options. C'est pour respecter l'esprit des Etats généraux, pour restituer aux membres du Parti une totale liberté de délibération, sans l'encombrer d'arguments d'autorité ou de paternité, que ces options vous ont été soumises sans être accompagnées des signatures de grands chefs, de moyens chefs ou de petits chefs, de sectes ou de chapelles ou d'arrière-boutiques vendeuses d'arrière-pensées. On ne saurait vouloir la fin des courants sans en prendre les moyens. D'autres groupes de camarades ont préféré en rester à des méthodes plus traditionnelles. C'est leur droit. Ils en ont usé démocratiquement, et c'est tout aussi démocratiquement que les militants se sont prononcés. Mais, pour l'essentiel, ce congrès constituant a été novateur dans sa préparation. Il le sera dans son déroulement, puisque ce sont les commissions de travail qui donneront la matière première des débats des séances plénières."

Michel Rocard retrace les grandes étapes de l'histoire du Parti socialiste à travers ses figures les plus célèbres pour déclarer : "Nous devons à notre tour recommencer aussi, mais en n'oubliant jamais que, chez nous, tout recommencement est aussi une fidélité. Cette histoire a un prix. C'est à la fois la faiblesse du nombre de nos adhérents, et l'étrange distance, voire la méfiance, qui existe trop spontanément entre militants politiques d'un côté, militants syndicaux et associatifs de l'autre. C'est cela aussi qu'il nous faudra surmonter. Il nous faut donc écrire un nouveau chapitre, mais le nouveau chapitre d'un même livre, le grand livre du combat pour la justice parmi les hommes, le grand livre du socialisme moderne, qui ne peut aller où il veut qu'en sachant d'où il vient. Et comment nous rappeler d'où nous venons si l'on remplace une histoire sûre par une géographie aléatoire ? Tours, Issy-les-Moulineaux, Epinay, puis Nantes, Metz, Toulouse, Rennes, Bordeaux, Lyon, j'en passe et pas toujours des meilleurs. Et demain encore ailleurs.

Si l'on appelle congrès toute assemblée élue par la base et qui désigne une direction, nous ouvrons aujourd'hui le 69e congrès du Parti socialiste. Pourquoi donc avoir renoncé à cette numérotation qu'utilisent tous nos partis frères en Europe ? Ce chiffre, 69e congrès, nous rappelle notre passé. Il nous en rend

"S'opposer", "Imaginer", "Rassembler", c'est sous ce triple mot d'ordre que s'est ouvert le congrès constituant du Parti socialiste, hier, au Parc des Expositions du Bourget. Bruno Le Roux, premier secrétaire fédéral de Seine-Saint-Denis, accueille les participants. Après avoir présenté les caractéristiques politiques, économiques et sociologiques de son département, il présente les enjeux de ce congrès : "En dix ans, nous avons fait beaucoup pour la politique de la ville et en direction des habitants des banlieues. Si nous voulons réussir ce congrès, c'est à eux que nous devons nous adresser. Ces gens attendent de nous plus qu'une analyse de la société. Ils attendent de nous des réponses, des solutions d'espoir, une utopie." Et Bruno Le Roux, dans un discours d'un genre nouveau, d'en appeler à une refondation socialiste.



BRUNO LE ROUX

Collection Jean Jaurès

comptables. Il nous fait obligation de n'oublier jamais ce que nous devons à toutes les générations qui nous ont précédés. Il nous invite à penser à ce que nous devons aux générations qui nous succèderont. Nous sommes un moment du socialisme. A nous d'en faire un grand moment. Ce que nos devanciers ont su réussir, en termes de reconstruction, nous devons être capables de le réussir aussi. Ils y ont mis parfois du temps, mais c'était à des époques où tout allait moins vite qu'aujourd'hui. Si nous sommes capables du sursaut nécessaire, si ce congrès est à la hauteur de sa tâche, nous n'aurons pas bien longtemps à attendre pour voir nos efforts récompensés.

Nous avons une force. C'est en nous qu'elle se trouve, dans les idéaux que Jean Jaurès a transmis à Léon Blum, et qu'ont eu à incarner ensuite François Mitterrand, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Laurent Fabius, dans ces idéaux que, plus encore que tous les dirigeants, réunis, portent avec eux des dizaines de milliers de militants anonymes, dévoués et opiniâtres, dont vous êtes ici et aujourd'hui les mandataires. A eux, comme à ceux qui les ont précédés, à ceux qui les suivront, nous devons un congrès réussi.

Reconstituer le Parti, pour reconstruire la gauche, pour transformer la société. Voilà tout simplement notre tâche. Elle est considérable. Mais c'est pour les Français que nous devons la réussir. Cela ne dépend que de nous."

MESSAGE DE FRANÇOIS MITTERRAND LU AU CONGRES PAR CLAUDE ESTIER

"Chers amis,
"Je n'ai jamais manqué d'adresser un message d'amitié, de volonté et d'espoir aux socialistes réunis en congrès national. J'agis de même aujourd'hui et le fais de grand cœur. L'important pour moi n'est pas de savoir qui vous choisirez pour assurer votre direction. De cela, vous êtes seuls juges et je souhaite pleine réussite à ceux que vous en chargerez.
L'important est de vous savoir fidèles à nos engagements, au choix qui fut et demeure le nôtre depuis Epinay-sur-Seine, afin que le Parti que nous avons construit demeure l'axe du rassemblement des forces populaires, des forces de progrès.
Soyons fiers de ce que nous avons accompli.
Ayons conscience de ce qui ne l'a pas été et travaillons pour corriger les erreurs et les insuffisances. Le changement est la loi de toute société. Procédez à cet examen, sans crainte de déranger ou de déplaire. Mais préservez ce qui constitue votre identité, assumez votre histoire, ayez foi en vous-mêmes ou plutôt en votre vocation qui est de servir d'abord et toujours la cause de ceux qui travaillent, de ceux qui souffrent, de ceux qui créent.
"Vous disant cela, je crois respecter mes devoirs à l'égard des Français, de tous les Français, de quelque origine, de quelque opinion qu'ils soient. Je le leur dois.
Mais ils m'ont élu président de notre République en sachant que je suis, comme vous, socialiste (applaudissements).
Tout est clair entre nous. C'est pourquoi je vous adresse ces vœux en ce jour solennel.
"Chers amis, n'oubliez jamais qu'au-delà des légitimes différences, le secret des succès futurs est dans votre unité.
Je garde, quant à moi, le souvenir fort et précieux des dix années passées à votre tête.
Personne ne manquait alors. Eh bien, que personne demain ne s'absente de l'œuvre qui nous attend.
Bon travail au Bourget.

DANIEL VAILLANT



Dans son rapport d'activité, Daniel Vaillant, après avoir brossé un tableau de la situation internationale en insistant sur l'accord israélo-palestinien et la victoire des socialistes espagnols aux élections législatives, attaque la politique de la droite et de "gouvernement de régression" d'Edouard Balladur : "En quelques mois, les Français auront connu une avalanche de prélèvements, de mesures de régression sociale, d'atteinte aux droits des salariés, rarement égalée. Ce gouvernement fait mal au portefeuille des salariés (hausse de la CSG et des cotisations sociales, non-revalorisation des pensions de retraite...). Ce gouvernement fait mal aux acquis sociaux (mise en cause de la retraite à 60 ans, démantèlement du droit du travail...). Ce gouvernement fait mal aux priorités que nous avions dégagées pour le logement, l'éducation ou la recherche (projet du budget 1994)." Daniel Vaillant évoque alors la place du Parti socialiste : "Notre Parti se situe donc résolument dans l'opposition. La cohabitation ou, plus exactement, la coexistence institutionnelle entre un président issu de nos rangs et un gouvernement de droite, ne doit en rien entraver notre détermination ou la conception que nous avons de notre rôle. Le Parti ne cohabite pas, même si nous avons à intégrer la situation institutionnelle particulière qui est celle de la France d'aujourd'hui.

Le président de la République a des prérogatives constitutionnelles que nous respectons mais, au-delà, sachons aussi que nous aurons besoin de lui comme il a besoin de nous. Pour le reste, nous jouons notre rôle d'opposition et de critique à l'égard de la droite. De ce point de vue, la position adoptée à l'unanimité par le Parti sur la réforme constitutionnelle concernant le droit d'asile est parfaitement illustrative de cette démarche. Dès le début, nous avions dit que cette réforme ne se justifiait pas et qu'elle n'était en réalité qu'un moyen de diversion lancé par le gouvernement pour faire oublier ses mauvais résultats économiques et sociaux. Le Conseil d'Etat ayant tranché en faveur de la nécessité d'une telle révision, un projet a été rédigé par le gouvernement et soumis au président de la République. Celui-ci l'a infléchi afin de préserver la souveraineté de la France et la tradition historique de notre pays en matière d'asile politique.

Il n'en reste pas moins que, pour nous, cette révision est inutile et c'est pourquoi le bureau exécutif a appelé les groupes parlementaires à s'y opposer en votant contre. Il n'y a, dans cette affaire, ni embarras, ni contradiction mais l'application, simple et logique, de la méthode que j'ai exposée précédemment."

Puis, Daniel Vaillant évoque la phase du mois de juillet : "Au sortir des Etats généraux, la direction du Parti s'est engagée dans le congrès avec d'abord à l'esprit la volonté de respecter la parole des militants. Le texte proposé alors, qui s'est ensuite transformé en motion, était directement inspiré des rapports des Etats généraux et comportait des fenêtres pour le débat qui favorisaient une discussion ouverte et permettaient aux militants de choisir entre des versions sur des sujets précis. Je crois que ce mode de discussion, même s'il n'a pas été accepté par tous, a été très positif et apprécié. Car il permet de fixer les éléments d'une discussion tout en évitant les simplications hâtives, les crispations de courants ou de personnes. Cela n'a malheureusement pas été partagé par tous pour ce congrès, mais j'ai le plaisir de constater que toutes les sections, les fédérations, ont préparé ce congrès avec esprit d'ouverture et avec des dispositions démocratiques reconnues par tous. Je suis convaincu que notre Parti a besoin de retrouver le sens du vrai débat, le sens de la vraie discussion politique et non pas de retomber dans l'ornière du passé où nos discussions n'étaient le plus souvent que prétexte à enjeu du pouvoir."

Le prolongement des Etats généraux, je le vois enfin dans notre volonté de poursuivre la rénovation indispensable de nos idées et de notre Parti. Le problème du Parti socialiste aujourd'hui n'est pas seulement de s'opposer. Personne ne peut croire parmi nous à la théorie du balancier qui

© Fondation Jean-Jaurès

voudrait que, par un effet mécanique, les difficultés à droite étant inéluctables, le balancier revienne naturellement vers nous. Sans un effort de réflexion important, sans la volonté de poser les bases d'un nouveau projet qui suppose nécessairement de réviser nos positions dans de nombreux domaines, nous ne redeviendrons pas un parti d'alternance crédible.

L'audace et l'exigence de vérité qui ont été les nôtres aux Etats généraux doivent continuer à nous animer. Sur le plan interne aussi, nous devons nous situer dans le prolongement des Etats généraux. A l'issue de ce congrès, le Parti sera rassemblé, au moins pour une grande majorité de ses adhérents. Je crois que nous aurons à approfondir ce rassemblement dans les semaines et les mois qui viennent, afin que notre Parti retrouve, comme par le passé, une véritable épine dorsale politique et idéologique."

Daniel Vaillant conclut : "Le congrès de Bordeaux avait donné lieu à une véritable refonte de nos statuts et, donc, de notre fonctionnement. Nous commençons à en voir les conséquences puisque, pour la première fois, ils s'appliquent à ce congrès dans leur intégralité. Ces nouveaux statuts, dont on a peut-être sous-estimé la portée à l'époque, introduisent des changements substantiels dans le fonctionnement du Parti et dans les comportements.

Je veux parler de l'élection au scrutin personnel et secret des principaux responsables aux niveaux local, fédéral, national, qui constitue une véritable rupture avec la tradition cooptative de ce qui s'appelle désormais le conseil national qui inclut à part entière les premiers secrétaires fédéraux. Je veux parler du développement de véritables secteurs thématiques et de la constitution de commissions dans le conseil national afin d'ouvrir notre Parti vers l'extérieur. Je veux parler d'une plus grande responsabilisation de nos dirigeants à travers l'obligation de présenter des plans d'action pour le Parti. Je veux parler du développement de nos instances à l'échelon régional. Bref, de toutes ces nouvelles dispositions qui, d'ores et déjà, induisent un Parti plus ouvert, plus transparent, plus démocratique. Je note que, jusqu'à présent, leur application, qui avait pu effrayer certains, se fait sans difficulté dans les fédérations et qu'elle a contribué au bon déroulement du congrès."

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADELIS



Il présente un rapport sur la préparation des assises de la transformation sociale, faisant le bilan des contacts qu'il a noués avec les autres forces de gauche.

"Toutes les familles qui se réclament de la transformation de la société sont entrées en mouvement, toutes les familles sont en train de se redéfinir plus rapidement que l'on pouvait le penser. Et les axes de cette redéfinition sont profonds. Ils divergent parfois, mais ils convergent souvent."

Jean-Christophe Cambadélis distingue cinq pôles qui devraient contribuer au rassemblement de la gauche. Le premier est constitué par la mouvance républicaine civique, composée des différents gouvernements de la gauche de François Mitterrand et des radicaux de gauche. Le deuxième groupe les écologistes et les associations qui en sont proches. Le troisième est le Parti socialiste lui-même. "Que nos partenaires potentiels sachent que nous croyons fermement que la rénovation définitive du PS ne peut se faire sans dialogue avec d'autres, mais qu'ils ne pourront eux-mêmes se rénover contre nous." Quatrième pôle, la mouvance communiste : "Il se passe ici des phénomènes extrêmement importants. Le mouvement qui est en cours, dont nous ne connaissons pas encore le point d'arrivée, puisque le congrès du Parti communiste aura lieu en janvier, semble fort de nombreuses potentialités. Le changement de direction, combiné à l'abandon du centralisme démocratique, générera probablement des attitudes nouvelles." Enfin, le cinquième pôle recouvre le champ du mouvement social : le syndicat, les associations, les acteurs sociaux. "Tous les fils du dialogue ont été renoués avec toutes les confédérations, explique Jean-Christophe Cambadélis. Tout démontre une prise de distance à l'égard du gouvernement qui, combinée à un décrochage social, peut être un puissant levier pour porter une solution alternative nouvelle, même si tous les syndicats comme les associations refusent d'être chapeautés par un parti politique, fût-il le Parti socialiste, et qu'ils ne peuvent participer en tant que tels aux assises. Mais lentement cette idée que, tous ensemble, nous pouvons faire avancer revendications et aspirations est pour nous de la plus haute importance."

Dans ces conditions, est-il possible d'aller plus loin ? Jean-Christophe Cambadélis répond : "Oui, mais pour le faire, il faut modifier notre démarche. Le Parti socialiste doit renoncer à l'hégémonie et retrouver sa démarche normale, modeste sur la forme, mais rigoureuse sur ses idées. Une responsabilité particulière nous incombe. Il faut que notre congrès change le climat, que des signes forts soient envoyés à nos partenaires." Il propose une "démarche d'assises de la transformation sociale qui soient des confrontations sur des idées définies et assumées par un organisateur collectif."

VOTES ET RESULTATS

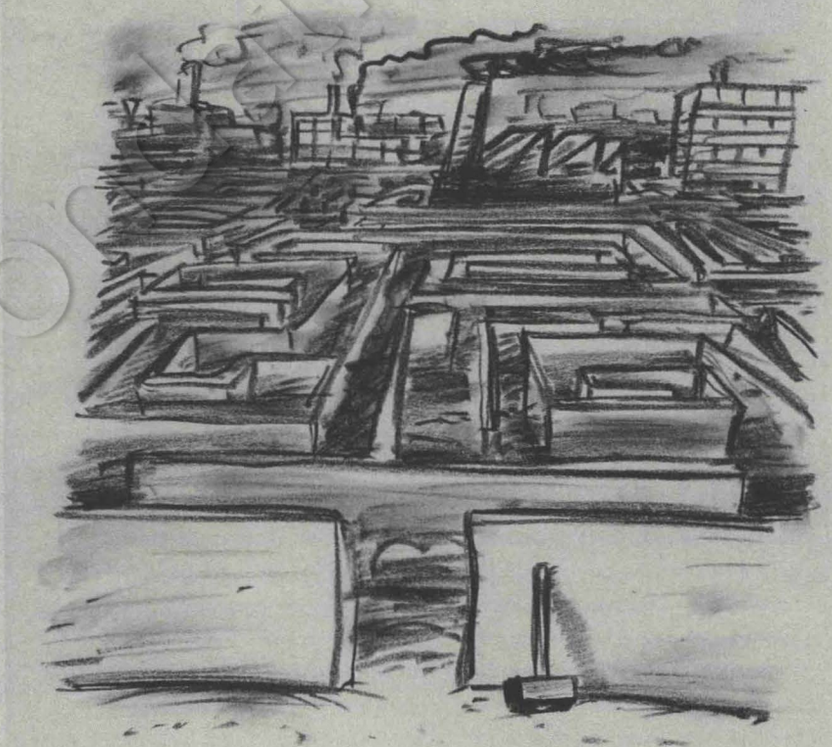
La séance plénière reprend vers 17 h 30 sous la présidence de Dominique Strauss-Kahn. Un message de solidarité du congrès aux salariés d'Air France est lu à la tribune. Puis Manuel Valls, rapporteur de la commission de vérification des votes, donne les résultats du travail mené sous la houlette de Daniel Vaillant. Le rapport a été adopté, mais trois voix se sont exprimées contre, celles des représentants des motions B et C. Cette commission a décidé de ne pas prendre en compte les résultats de la fédération de Haute-Saône. La participation a été supérieure à celle enregistrée lors des précédents congrès. Si, pour le congrès de l'Arche, 60.000 militants avaient voté, ils étaient 54.000 pour celui de Bordeaux. Cette fois, s'appliquaient de nouvelles règles, en particulier celle d'un homme, une voix. Manuel Valls se réjouit " de cette avancée démocratique incontestable" et rappelle que la participation se calcule sur le nombre de timbres pris par les fédérations au 31 décembre 1992 et non sur le nombre d'adhérents au 15 septembre 1993. Pour 134.150 timbres, on compte 68.193 votants, ce qui donne 50,83% de participation. Les résultats entérinent le rapport d'activités de la direction : pour, 39.160 voix, soit 66,48% ; contre, 5.658 voix, soit 9,50% ; abstentions, 14.311, soit 24% ; blancs ou nuls, 2.886, soit 4,62%. Parmi les modifications statutaires, celles présentées par le bureau exécutif ont toutes été adoptées, ainsi que celle présentée par la motion A. Les propositions des motions B et C ont été repoussées. Pour les motions, sur les 68.193 votants, on compte 64.839 votes exprimés, 2.420 abstention et 942 blancs ou nuls. Les résultats donnent une large majorité à la motion A : 53.341 voix, soit 82,27 %. Pour la motion B, 7.220 voix, soit 11,14%. Pour la motion C, 4.278 voix, soit 6,60%. A l'intérieur de la motion A, plusieurs options étaien proposées. Sur le temps de travail, la version 1 a obtenu 25.603 voix, soit 60,11% ; la version 2, 16.927 voix, soit 39,89%. Sur le commerce international, pour la version 1, 30.263 voix, soit 68,96% et la version 2, 13.625 voix, soit 31,04%. Sur les institutions européennes, les résultats sont très serrés : la version 1 a recueilli 13.962 voix, soit 33,39% ; la version 2, 13.934 voix, soit 33,42% et la version 3, 13.862 voix, soit 33,25%. Le sujet des institutions françaises se décomposait également en trois versions. La première a recueilli 25.862 voix, soit 63,09% ; la deuxième, 9.456 voix, soit 23,07% ; la troisième, 5.731 voix, soit 13,98%. Sur les modes de scrutin, la version 1 a rassemblé 22.563 voix, soit 54,22% ; la version 2, 11.169 voix soit 26,84% ; la version 3, 7.888 voix, soit 18,94%. Les débats soulevés dans les fédérations de Haute-Saône, de l'Allier et des Bouches-du-Rhône font l'objet de courtes interventions à la tribune des représentants des différentes motions. Mais tous conviennent, qu'au total, les difficultés graves sont largement moins importantes que d'habitude. Le rapport de Manuel Valls est adopté à main levée. A 19 heures, chaque motion se concerte avant la réunion de la commission des résolutions composée de quatre-vingt-quatorze membres.

Collection Jean Jaurès

Sur fond de conflit social à Air France, les militants ont approuvé

La semaine de quatre jours plébiscitée

la semaine de quatre jours. Avec ou sans réduction de salaire ? Les avis restent partagés. Dans le Parti, l'hypothèse de réduction du temps de travail avec baisse de salaire au-delà d'un certain seuil a obtenu la majorité des suffrages (60,11%).



COMMISSION EMPLOI

C'est à Jean-Pierre Sueur que revient la charge d'ouvrir les débats de la commision "priorité à l'emploi". D'entrée de jeu, il prévient : il faut éviter deux erreurs. La première serait d'oublier que le PS a été au gouvernement : "Nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait. Dans un contexte difficile, beaucoup de mesures ont été prises", s'écrie-t-il, citant Jean Auroux, Michel Delebarre, Martine Aubry. La seconde erreur serait de croire que l'avenir ressemblera au passé : il faut inventer autre chose, "trouver une organisation de la société qui nous permettra de mieux organiser les choses pour mieux tirer parti de la révolution technologique." Comment faire ? A cet égard, les deux motions ne sont simplistes ni l'une ni l'autre. La première parle de négociations décentralisées par branche, évoque la question de la compensation salariale. La seconde est plus axée sur les trente-cinq heures, sans diminution de salaire. A titre d'information, il évoque les débats à l'intérieur de l'Internationale socialiste où nous "avons eu l'impression d'être minoritaires. Alors que nous mettons l'accent sur le partage du travail, les autres partis socialistes privilégient l'option plus classique de la relance."

"Quels rapports y a-t-il entre croissance et emploi, entre salaires et revenus, entre emplois et activités ?", s'interroge Gérard Le Gall. On fait comme si les définitions étaient claires. Ce n'est pas le cas. "Je voudrais qu'on parle sérieusement", dit-il, interpellant économistes, experts et leur "jeu de bonneteau idéologique". Il n'y a pas de solution miracle, mais il doit y avoir de vraies priorités. Faisant référence à la semaine de quatre jours, il demande : soyons audacieux.

"A question complexe, quelques idées simples", propose Jean Le Garrec. Pour la première fois de son histoire, le capitalisme détruit plus qu'il ne crée. Face à cette situation, Jean Le Garrec n'aime pas l'expression "partage du travail", il lui préfère celle de "transformation du rapport au travail".

"Depuis quelques années, ce sont principalement les salariés qui supportent le poids du chômage, s'insurge un militant

Coll. Fondation Jaurès

de Vendée. Il est possible de financer la baisse du temps de travail sans baisser les salaires." Comment ? En répartissant mieux les gains de productivité, en mettant à contribution les revenus de la spéculation, en gérant autrement les rapports entre pays riches et pays pauvres qui aboutissent aujourd'hui à des délocalisations destructrices pour l'emploi. "Les salariés ne sont pas des privilégiés. Il faut déculpabiliser ceux qui ont un emploi", insiste-t-il. Point de vue partagé par de nombreux intervenants. "Le rôle des socialistes est de défendre les intérêts de l'ensemble des salariés. Oui aux trente-cinq heures, mais sans baisse de salaire", insiste Gwenaëlle Bonneau, pour qui la baisse du temps de travail ne doit pas être la seule proposition des socialistes : "Nous vivons aujourd'hui une crise de la demande, non de l'offre. Baisser les salaires ne peut qu'accentuer la récession."

Et de militer pour une nouvelle politique des revenus et de la fiscalité. Jean-Claude Boulard (Sarthe), qui développe cette thèse, souligne d'abord une grande absence dans toutes les luttes sociales depuis quinze ans, celle des chômeurs : "Le jour où les chômeurs envahiront les préfectures, peut-être notre pays s'interrogera-t-il sur le sort fait à trois millions d'entre nous. La première mission du PS est d'aider le monde du chômage à s'organiser et à se battre." Le responsable des affaires sociales du PS propose ensuite de clarifier les conditions de réduction du temps de travail. "Des millions de petits salariés n'ont rien à partager, des milliers de PME ne peuvent pas payer trente-neuf heures des gens qui en font trente-cinq." L'Etat devra donc financer la baisse de la durée du travail. Pour cela, Jean-Claude Boulard propose plusieurs pistes : d'abord la transformation de l'allocation chômage en allocation emploi : "Il est absurde de traiter la crise par le financement du chômage. Apprenons à financer les emplois." Il appelle ensuite à une véritable redistribution, par une nouvelle politique fiscale, de prélèvements et de cotisations.

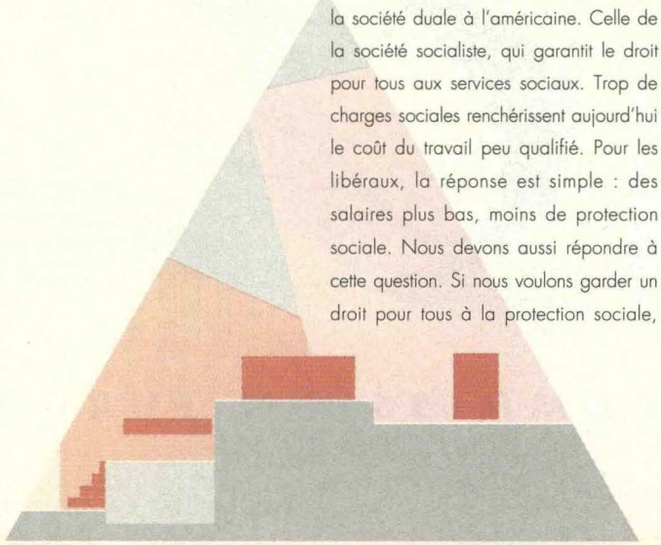
"AVEC LA QUESTION DE L'EMPLOI, NOUS SOMMES AU CŒUR DE NOTRE PROJET DE SOCIETE"

La grève d'Air France et Aéroports de Paris venait rappeler, s'il en était besoin, qu'il est impensable de réduire les salaires modestes. Michel Dubois, militant parisien, pose de son côté des questions quelque peu dérangeantes et très applaudies : "J'ai été très choqué par le peu de réaction du PS face aux décisions sur la retraite. Elles ont pourtant des conséquences immédiates pour l'emploi. Etre obligé de travailler quarante ans pour avoir une retraite complète est contradictoire avec la diminution du temps de travail que nous souhaitons. Cette contradiction n'a pas été suffisamment dénoncée par le Parti. En outre, cette décision casse la solidarité entre travailleurs : le salarié lambda va être obligé de travailler deux ans et demi de plus pour que les salariés à statut spécial -ceux de l'EDF, de la SNCF, les fonctionnaires, les militaires...- prennent tranquillement leur retraite pleine et entière à 55 ans voire à 40 ans."

"Avec cette question de l'emploi, nous sommes au cœur de notre projet de société, insiste d'emblée Alain Bergounioux, membre du bureau exécutif. Nous serons crédibles lorsque nous pourrons lier le travail, son financement et la protection sociale. Face à ce défi, il y a deux réponses. La libérale : on finance l'assistanat pour les gens en difficulté, comme aux Etats-Unis, et on aboutit à la société duale à l'américaine. Celle de la société socialiste, qui garantit le droit pour tous aux services sociaux. Trop de charges sociales renchérissent aujourd'hui le coût du travail peu qualifié. Pour les libéraux, la réponse est simple : des salaires plus bas, moins de protection sociale. Nous devons aussi répondre à cette question. Si nous voulons garder un droit pour tous à la protection sociale, il faut concevoir une fiscalité nouvelle, évaluer les services publics à leur coût réel. Prenons l'exemple de l'enseignement supérieur : les droits pourraient être modulés selon les revenus des parents. La baisse massive de la durée du travail est indispensable. Or, les salaires ne peuvent supporter cet effort. L'Etat devra compenser."

Henri Weber, lui aussi, détaille les deux lignes possibles. La ligne américaine, libérale, d'abaissement du coût du travail, qui a été appliquée aux USA avec un certain succès : là-bas, le taux de chômage avoisine les 7% mais, en contrepartie, on a vu l'apparition d'un salariat en dessous du seuil de pauvreté. Et la ligne que la gauche essaie de formuler : elle lie un certain nombre de mesures différentes, comme une relance de type keynésien au plan européen pour réamorcer la pompe en matière d'emploi et la diminution de la durée du travail, qui est une idée déjà ancienne. Comment la financer ? Il est clair qu'on ne diminue pas les salaires jusqu'à une fois et demie le SMIC. Il faut se fixer comme objectif la semaine de quatre jours "pour le type de société dont il est porteur."

Plusieurs intervenants demandent la réunion d'une convention nationale sur ce type de sujet. Pierre, de la fédération du Nord, constate que "nous ne sommes pas encore mûrs pour arrêter un projet. Il faut y réfléchir, élaborer, lors d'une convention nationale, un projet cohérent, réaliste. Le flou actuel ne peut plus durer." Jean-Pierre Sueur, en conclusion, souligne qu'il revient à ce congrès d'établir les principes fondamentaux : des votes ont eu lieu. "Plusieurs camarades ont parlé de la nécessité de réunir une convention nationale sur l'emploi qui nous permettre de développer l'ensemble de nos propositions. C'est sur sur ce thème qu'on nous attend." ■



LE RAPPORT DES QUATRE COMMISSIONS EST ANALYSE PAGE 32.

Fondation Jean Jaurès

LE JOURNAL DU CONGRÈS Vendredi

Un débat sérieux et argumenté, vif parfois, a réuni une assistance fournie,

Pour une nation européenne dans sa dimension sociale

où se mêlaient délégués et représentants des délégations étrangères venus assister au congrès.



COMMISSION EUROPE

Les délégués étrangers dans leurs interventions souvent en forme d'appel à la Communauté européenne, ont imprimé aux discussions une dimension internationale qui leur fait parfois défaut.

Ainsi, la représentante de l'Union social-démocrate de Macédoine a-t-elle rappelé que son pays est le seul de l'ex-Yougoslavie à avoir maintenu la paix, alors qu'il est, lui aussi, multiethnique, multiculturel et multiconfessionnel. Elle a cependant déploré que l'aide de la CE n'arrive pas aussi vite que prévu. Pourtant, selon elle, le danger d'extension de la guerre en Macédoine et au Kosovo est loin d'être écarté. La CE, a-t-elle conclu, et en son sein les forces socialistes et social-démocrates, doivent rester vigilantes sur l'évolution de la situation dans les Balkans qui peut à tout moment se dégrader.

En écho, le représentant du Parti social-démocrate tchèque a abordé la question de la sécurité en Europe. Il a évoqué le sentiment de peur qui habite actuellement les peuples d'Europe centrale. Interpellant à son tour la CE, il a rappelé sa responsabilité à l'égard de citoyens qui ne sont pas des citoyens de seconde catégorie et demandent le soutien et le respect de la part de l'Europe de l'Ouest. Même appel au soutien des forces socialistes et social-démocrates européennes du représentant du Parti social-démocrate bosniaque, déplorant l'incapacité de la CE à réagir au drame quotidien de son pays. Le vice-président du Parti québecois a, lui, expliqué le combat que mène son parti pour "la résistance et l'innovation". Ce, dans le cadre d'une démarche de défense d'une cause nationale, qu'il veut cependant ouverte sur le monde.

Dans l'ensemble, comme lors des Etats généraux, la tonalité des interventions a été résolument européenne. De nombreux délégués se sont prononcés en faveur de la construction d'une "nation européenne". Ils ont appelé, comme Philippe Farine (Paris), à "sortir du provincialisme national" et à ne pas s'enfermer, notamment sur le GATT, "dans une dérive natio-

Coll. Fondation Jean Jaurès

NE PAS TRAHIR L'ESPRIT INTERNATIONALISTE DU SOCIALISME

naliste" qui trahit l'esprit internationaliste du socialisme.

L'émergence de la "nation européenne" se fera par le renforcement du Parlement européen, gage d'une citoyenneté et d'une démocratie européenne vivantes, chères à Claude Cheysson, qui l'a défendue avec sa force de conviction habituelle.

La dimension sociale que doit acquérir l'Europe a été aussi fortement rappelée. A ce propos, Gérard Fuchs a tenu à infirmer l'idée selon laquelle les socialistes français seraient isolés sur leur revendication de réduction du temps de travail.

Il a précisé que dans quinze jours, à Bruxelles, le PSE adoptera, au cours de son congrès, un manifeste pour les élections européennes comprenant un large passage sur ce thème, témoignant de l'accord des socialistes européens.

Un débat assez animé s'est déroulé au sein de la commission sur ce sujet. Si tous les participants ont été d'accord sur le principe même de cette réduction, le principe de la réduction parallèle du salaire s'est heurté à de fortes résistances. Claude Cheysson et Marie-Noëlle Lienemann (Essonne) ont dit avec force leur opposition à cette mesure et ont dénoncé à la fois l'effet déflationniste que cette disposition aurait sur l'économie, mais aussi l'injustice considérable qu'il y aurait à demander aux travailleurs qui gagnent deux fois le SMIC (c'est-à-dire, en général, des petits fonctionnaires ou des ouvriers en fin de carrière qui ne sont certainement pas surpayés) à renoncer à une partie de leur salaire, alors que le capital, lui, ne serait pas taxé davantage.

Autre point important des débats, clairement introduit par Gaston Rimareix (Creuse) : comment sortir l'Europe de la crise économique et sociale, doublée d'une crise de confiance, qu'elle traverse aujourd'hui ? Rappelant que la CE compte dix-sept millions de chômeurs, il a souhaité que les propositions de relance économique soient rapidement avancées, allant dans le sens de l'initiative européenne de croissance déjà engagée. Marie-Noëlle Lienemann a lancé l'idée d'un plan Marshall à l'échelle de l'Europe de l'Est et a invité les socialistes à proposer un projet audacieux pour l'Europe, fondé sur une vision mondiale des échanges commerciaux internationaux.

Deux conceptions se sont fait jour sur la proposition d'écotaxes et de sociotaxes qui pourraient être prélevées aux frontières externes de la CE sur les produits en provenance des pays ne respectant pas les conventions de l'OIT et les recommandations du sommet de Rio sur la protection de l'environnement. Ces prélèvements alimenteraient un fonds de développement destiné aux pays en voie de développement. Gérard Collomb, le rapporteur de la commission, s'est opposé à cette idée,la jugeant inopérante et teintée de protectionnisme. Il a prôné plutôt la nécessité, pour ces pays, d'être présents sur le marché mondial, c'est-à-dire d'avoir accès aux marchés des pays industrialisés, accès sans lequel toute perspective de développement est illusoire. Il a, lui aussi dénoncé le repli sur soi et a proposé la tenue d'une conférence mondiale, sorte de nouveau Bretton Woods organisant la régulation monétaire et la relance de la croissance mondiale.

Une idée partagée par Claude Cheysson, qui a insisté sur la nécessité d'éviter la déflation en Europe et l'impérieuse nécessité de poursuivre la construction de l'Europe monétaire.En effet, seule une monnaie européenne unique pourra vaincre la spéculation qui s'est déchaînée cet été. Mais, plus important encore sur le long terme, seule une volonté commune des Européens pourra imposer aux Américains une réorganisation du système monétaire international, sur la base d'un nouveau Bretton Woods permettant une véritable relance globale sur des bases assainies. Avec les autres partis de gauche, les syndicats, les associations et les pouvoirs locaux, le Parti socialiste pourra relancer sa politique européenne afin de démocratiser enfin réellement le fonctionnement de la CE à tous les niveaux et de mettre en place une politique de création d'emplois, de défense de l'environnement, d'aide à la recherche et de lutte contre la spéculation.

D'autres points ont été abordés. Ainsi, Jean Crusol (Martinique) a-t-il insisté sur l'importance des DOM-TOM pour l'Europe, dans le domaine maritime et géo-stratégique. Il a plaidé pour le soutien à leurs productions agricoles (banane). Enfin, plusieurs intervenants ont évoqué la nécessité de la création d'une force d'intervention européenne de maintien de la paix qui serait mise à la disposition de l'ONU.

Les travaux de la commission se sont achevés sur l'annonce, par Gérard Fuchs, des votes sur les trois options en jeu au sein de la motion 1. Sur le temps de travail, l'option 1 aurait remporté 60% des voix. Concernant le GATT, l'option 1 aurait obtenu 70% des voix et l'option 2, 30%. Enfin, sur les institutions européennes, les trois options, représentant à des degrés divers la volonté d'intégration européenne du Parti, auraient recueilli chacune environ un tiers des voix.

LIVRE POLITIQUE

"TEMPETE SUR LA GAUCHE. TEMOIGNAGE DE DEUX RESCAPES"

Du 10 mai 1981 au 28 mars 1993, les émotions, les interrogations de deux militants actifs et passionnés. Bien connus à travers la France par les militants et les sympathisants du Parti socialiste pour leurs réunions de la "Mémoire courte", les auteurs racontent et analysent avec intelligence, fierté mais aussi sévérité, ce qu'ils ont vécu avec nous. Anecdotes, récits, témoignages ne manquent pas dans cet ouvrage intéressant pour qui veut comprendre la politique et le socialisme des années 80 et 90.

"Tempete sur la gauche. Temoignage de deux rescapes". Janine Tillard, Remi Dreyfus. L'Harmattan. 172 p.

LE JOURNAL DU congrès vendredi

Faut-il changer la Constitution pour changer le visage

D'une démocratie représentive à une démocratie partícipative

de notre démocratie ? C'est autour de cette question, séparant les plutôt pragmatiques des plutôt radicaux qu'a tourné la première partie du débat.



COMMISSION DEMOCRATIE ET INSTITUTIONS

Radical, le premier intervenant des Hauts-de-Seine qui, constatant que le Sénat a toujours été une institution droitière, "n'a plus sa place dans nos institutions. Plutôt une seule chambre et moins d'élus, proposait-il, l'efficacité n'ayant rien à voir avec le nombre." Même avis d'un délégué de l'Ain : "Si l'on proposait un référendum, les Français seraient d'accord pour la suppression du Sénat."

Radical encore, un délégué du Rhône, qui regrette une trop grande prudence : "Aujourd'hui l'obstacle majeur, ce sont les articles 34 et 37 de la Constitution qui énumèrent les domaines d'intervention du Parlement et disent que tout le reste relève du président."

Le sénateur Michel Dreyfus-Schmidt s'est délibérement rangé dans le camp des pragmatiques : "Nos institutions sont telles que l'on ne peut les changer qu'avec l'accord des deux chambres dont l'une est irréversiblement ancrée à droite. Ne promettons pas la lune. Quand on voit avec quelle rapidité l'Assemblée nationale vote la loi, une deuxième chambre n'est sans doute pas inutile. "Le Sénat, c'est la réflexion", a dit Clemenceau. Michel Dreyfus-Schmidt est d'accord. Non pas le supprimer, mais le réformer. En particulier, rendre plus démocratique son mode d'élection. Or, on sait qu'il surreprésente les petites communes, donc la ruralité, donc une minorité. "Il faut que le Sénat puisse un jour être à gauche et reprendre les propositions de réforme de son mode d'élection.

Pragamatique aussi, Jean-François Merle, premier secrétaire des Hauts-de-Seine : "La Ve République était, à l'origine, un régime plutôt parlementaire qui, pratiques politiques faisant, a évolué dans le sens présidentiel. Moins que des textes, la réalité dépend de la conception que l'on a des partis. Et le poids des parlementaires dépend des rapports entre le parti et le gouvernement, du type de solidarité politique qui existe entre les deux, plus que des questions institutionnelles."

Pour permettre l'émancipation des parlementaires, on évoque les institutions parce que l'on n'ose pas évoquer la question des relations entre les camarades qui sont dans l'exécutif et ceux qui sont dans le législatif."

Coll. Fondation Jean Jaurès

Vraie question, en revanche, que celle du cumul des mandats pour faire en sorte, notamment, que le législateur soit un législateur à plein temps, plus indépendant.

Raymond Forni, ancien député du Territoire de Belfort, est sur la même longueur d'ondes. "Il est difficile de toucher aux institutions. Intéressons-nous au possible plutôt qu'au souhaitable. C'est surtout le fonctionnement des assemblées qui est en cause. Des modifications d'ordre réglementaire suffiraient à asseoir la crédibilité des institutions existantes. De même, le comportement des hommes est déterminant. Eviter, donc, "de partir dans des rêves qui ne sont pas susceptibles de mobiliser l'opinion. Se concentrer sur des propositions réalistes qui réclament juste quelque courage politique."

Le renforcement de la loi sur le cumul des mandats, par exemple, serait déjà un sujet de débat utile, pour en finir avec la dispersion des énergies : "Les bons parlementaires sont ceux qui n'ont pas de mandat local. Ils ne sont pas coupés de la base, mais soulagés." Le cumul des mandats, sujet concret et prisé. "Ce qui est important, estime un délégué parisien, c'est d'instituer une incompatibilité entre l'exercice de mandats de type législatif et celui de mandats de type exécutif (membre du gouvernement, maire, président de conseil général...). Un délégué du Var souhaiterait que l'on aborde la question du cumul des mandats aussi en termes de temps. Attention, danger, affirme un délégué du Nord, craignant qu'une trop grande limitation du cumul n'entraîne une spécialisation des parlementaires, voire une "technocratisation", une coupure avec le terrain, et, au final, la constitution d'une nouvelle caste. De même qu'une limitation trop stricte dans le temps risquerait d'aller à l'encontre de la volonté de la population.

Questions pertinentes, d'une -autre- déléguée des Hauts-de-Seine. A quoi sert de voter des lois ? Comment expliquer le décalage entre le vote d'une loi et les décrets de son application ? Quel contrôle de l'application de la loi, s'interroge-t-elle, en faisant référence à la loi sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ? A la première question, Michel Dreyfus-Schmidt apporte un élément de réponse en forme de proposition : que les décrets d'application soient proposés en même temps que la loi, ne serait-ce que pour éviter que la loi ne soit contournée par des décrets contradictoires.

"RENFORCER LA LOI SUR LE CUMUL DES MANDATS POUR EN FINIR AVEC LA DISPERSION DES ENERGIES"

Deuxième temps du débat sur la décentralisation, deux questions dominent : l'échelon territorial, dans lequel la démocratie peut le mieux s'exercer, le bien-fondé d'une démocratie représentative ou la nécessité d'une démocratie plus participative.

Le premier thème ouvre sur un bilan de la grande œuvre initiée par Gaston Defferre et François Mitterrand. Yvon Deschamps (Rhône) est le plus critique : "Je n'ai pas le sentiment, quitte à paraître iconoclaste, que cette loi que nous avons tant célébrée ait constitué un plus pour la démocratie locale." Beaucoup d'intervenants mettent en cause "l'enchevêtrement", "l'empilement", "le fatras" des compétences. "Toute réforme doit être faite pour permettre une bonne identification de lieux de responsabilité et de pouvoir", avance Yvon Deschamps.

Le département dont les contours ont été établis il y a deux siècles, dans un type de société qui n'a plus grand chose à voir avec la nôtre, peut-il encore être ce lieu ? Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour réclamer la suppression du département au profit de la région. "Lorsqu'on parle infrastructure, transports, aménagement du territoire, il n'a plus de raison d'être", s'exclame René Mangin (Meurthe-et-Moselle). Bernard Poignant (Finistère) pense que "le grand bénéficiaire des lois de décentralisation a été le département." Plusieurs orateurs proposent de substituer aux départements des ensembles plus cohérents, humainement et économiquement : des "communautés de pays" dans le cadre de la région. Raymond Forni (Territoire de Belfort) met en garde contre le penchant des socialistes à dénigrer leur bilan : "Ce que l'avenir retiendra des septennats de François Mitterrand c'est tout de même ces lois qui ont mis un terme à deux siécles de centralisation." Il propose comme "mesures réalistes" pour améliorer ce textes perfectible, "un nouveau mode de scrutin pour les conseils généraux, un nouveau découpage des cantons et un développement de l'intercommunalité."

"Comment impliquer les citoyens dans la vie publique ?, s'interroge Jean-François Merle (Hauts-de-Seine). Sans aller aussi loin qu'un militant de l'Ariège qui pense que "la démocratie représentative a vécu" et qui regrette qu'à la différence du statut de l'élu local, le statut de l'élu associatif n'ait pas eu de début d'exécution, quelques intervenants ont souhaité un frein aux dérives autoritaires des conseils généraux et régionaux et un renforcement de la démocratie participative. "On a fait des roitelets de ceux qui sont présidents", affirme Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort). Une militante de l'Aude déplore qu'on prenne en compte avant tout l'intervention des élus et non ceux des citoyens. Le maire d'un village du Nord, vice-président d'un syndicat intercommunal et de la communauté urbaine, tout en déplorant que certaines de ces instances officient en dehors de tout contrôle populaire, récuse cette opposition. Jean-François Merle demande aux socialistes de ne pas se réfugier dans l'alibi d'hypothétiques nouvelles lois pour ne pas élargir la démocratie : la législation actuelle permet déjà la gestion des difficultés du quartier par leurs habitants, les comités consultatifs ou les référendums d'initiative locale.

Le président de la commission, Jean-Pierre Becquet, met l'accent sur l'importance du tissu associatif dans la démocratie. "Les associations ont changé", remarque-t-il en soulignant que les élus ont la responsabilité d'établir des rapports de confiance et de partenariat avec elles. En effet, elles expriment des besoins et peuvent aider les rapports sociaux. Pourquoi ne pas conclure avec elles (office de tourisme, sports...) des relations contractuelles, une fois définis objectifs et moyens ? Les associations peuvent devenir gestionnaires au bénéfice de tous. De quoi diffuser les responsabilités et renforcer la cohésion sociale. Stéphane Martinet, président de "Homosexualités et socialisme", présente l'amendement qui propose de faire des homosexuels des citoyens et citoyennes à part entière. Françoise Thibaud, de Rezé (Loire-Atlantique), propose d'avancer sur le statut de l'élu associatif et de l'élu local et plaide pour l'apprentissage du travail par équipe dès l'école.

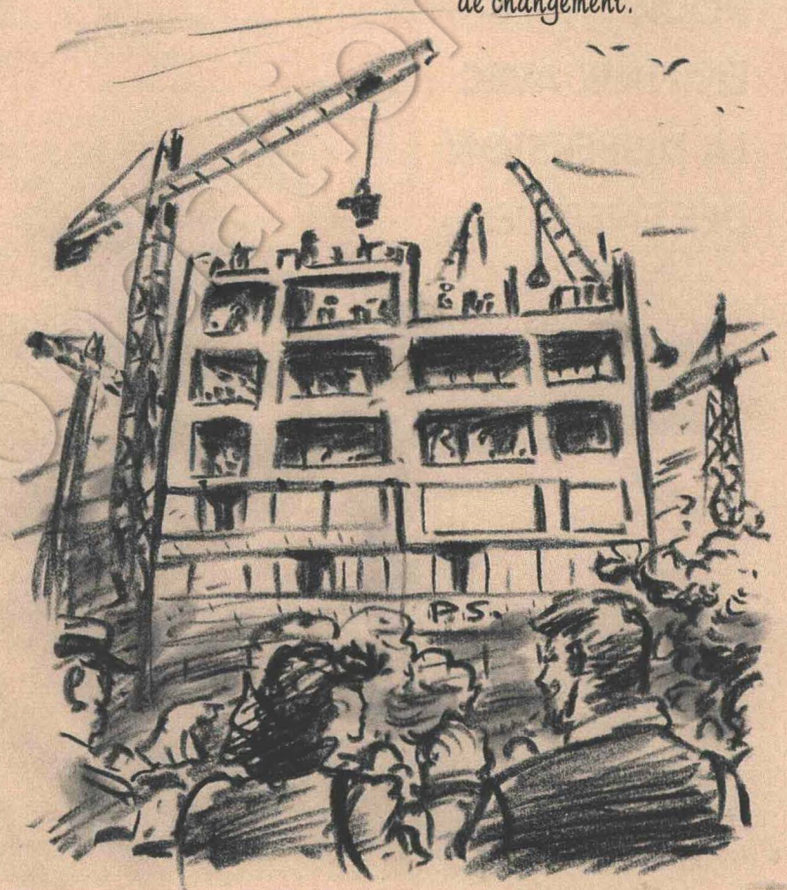
■

Fondation Jean-Jaurès

Telle est l'idée directrice qui anima la commision consacrée au Parti.

"Le Parti socialiste ne sera fort que dans le rassemblement"...

Rénovation, ouverture, innovation... des thèmes qui s'inscrivent tout à fait dans la dynamique des Etats généraux de Lyon. Aujourd'hui encore, les délégués et les militants ont réaffirmé leur volonté de changement.



COMMISSION PARTI

Quelles sont les méthodes qui conduisent au changement, quels sont les moyens qui permettent au Parti de retrouver sa crédibilité ? Les idées et les suggestions n'ont pas manqué.

"Le renouveau est indissociable de notre capacité à rassembler, a insisté Robert Chapuis (Ardèche). Et la rénovation n'est possible que si l'on est capable d'édifier clairement des objectifs sociaux sur des thèmes fondamentaux." Et Robert Chapuis, comme beaucoup d'autres, d'ailleurs, de s'interroger sur "nos méthodes politiques d'intervention" : "Faire de la politique autrement, c'est rétablir le dialogue, être davantage présent sur le terrain, mener de front des objectifs généraux et territoriaux, être présent dans des initiatives décentralisées... montrer que le débat n'est pas seulement à l'intérieur de la droite, mais bien entre la droite et la gauche."

Pour Olivier Thomas (Essonne), s'ouvrir, c'est d'abord nous structurer. "Il faut appliquer ce qui a été décidé aux Etats généraux, notamment ce qui concerne le non-cumul des mandats, et ainsi en finir avec les systèmes concentriques, les citadelles construites autour d'un homme ou d'un pouvoir." Cette question revint souvent au cours des débats.

Les délégués ont insisté pour que des décisions soient réellement prises, pour que les pratiques soient vraiment renouvelées. Dans cet esprit, certains protestent également contre les parachutages. Pour Jacques Granier (Tarn-et-Garonne), "il faut que la direction ait le courage d'aller sur le terrain discuter avec les militants et ne pas imposer ainsi ses décisions. Tout doit être tranché par un vote."

Un parti agitateur d'idées

"Le renouveau est amorcé mais loin d'être achevé, lancea un militant. Nous devons poursuivre et intensifier le débat sur les questions nouvelles. Un débat qui dépasse le cadre du Parti et concerne la grande famille de la gauche." Pour les délégués, "le Parti doit être une force d'animation, un agitateur d'idées, et plus il y aura de monde avec nous, plus riche sera le débat."

Coll. Fondation Jaurès

Le message est clair, le Parti a tout à gagner à ouvrir le dialogue avec les autres, à participer à la naissance de perspectives innovantes. Les militants souhaitent que se créent de nouvelles alliances "dans le respect de chacun". Et a été cité le mot de partenaire. "Un parti fermé est un parti stérile", réaffirma Catherine Picard (Manche). Non sans rappeler que les premiers relais des socialistes restaient les syndicats et le monde associatif.

Pour une réelle parité

D'autres thèmes forts ont été évoqués, notamment la place des femmes dans le Parti. "Comment aller vers la parité ?", s'interrogea, entre autres, Marie-Christine Lenoir (Nord).

Georges Louisor, premier secrétaire fédéral de la Guadeloupe, fait remarquer que les fédérations d'outre-mer avaient une spécificité et que leurs préoccupations n'étaient pas prises en considération. "Les militants des îles souhaitent que l'outre-mer soit doté d'un véritable secrétariat national placé sous l'autorité d'un militant originaire de l'outre-mer connaissant bien les difficultés et les réalites locales."

Revendication fortement exprimée : une meilleure représentation du secteur Entreprises dans les instances du Parti. "Va-t-on redonner la parole aux travailleurs dans ce Parti ? Nous demandons à ce que le secteur Entreprises soit représenté au conseil national sans attendre trois ans, explique Christian Laffont (Ariège). Et Chantal Delaporte, également du secteur Entreprises, enfonce le clou : "Si l'on veut que le Parti change, et qu'il soit plus proche du terrain, il a besoin d'un secteur Entreprises fort. Nous proposons également que les responsables du Parti ne s'expriment pas sans avoir pris contact avec le secteur Entreprises, une collaboration avec les groupes parlementaires."

LE RENOUVEAU EST AMORCE MAIS LOIN D'ETRE ACHEVE

Lionel Jospin a déploré que, depuis le second septennat de François Mitterrand, "on ait rompu avec la méthode qui remettait le PS au centre de la reconstruction de la gauche, en déclarant que le PS ne devait pas avoir la majorité absolue lors des élections législatives de 1988 et en composant le gouvernement seulement de 50% de socialistes." Lionel Jospin préconise donc de renouer un tissu social sur le terrain, à partir de l'échelon local, et considère que la méthode préconisée par Jean-Christophe Cambadélis pour aborder les assises de la transformation sociale est la bonne. Enfin, il pense que la question des relations Parti-syndicats doit être posée : "Je ne suis pas convaincu qu'il faille vivre dans le cadre de la charte d'Amiens."

Pour Maurice Lebris (Hauts-de-Seine), il faut poursuivre l'ouverture des sections "pour se grouper", et "changer nos expressions externes en renforçant notre présence sur le terrain." Et d'ajouter : "Il faut le faire modestement, sans penser que nous détenons la vérité."

Enfin, un militant du Nord a souhaité que le Conseil national soit composé selon la méthode utilisée dans le Nord pour désigner les membres du conseil fédéral, à savoir 50% des membres désignés directement par les militants et 50% au titre des motions. Marcel Debarge insiste sur la présence nécessaire des militants dans les associations de terrain. Il ne suffit pas d'être présent à huit ou neuf réunions de section par an pour être quitte. Il faut travailler dans le quotidien. Alain Maurel propose pour "être honnête avec notre histoire, de rendre un hommage à deux hommes de courage et d'honneur qui ont marqué notre Parti : Alain Savary et Pierre Bérégovoy."

LIVRES POLITIQUES

"LE MYSTERE ROCARD"

En se lançant dans la lecture de cet énorme volume (plus de 700 pages), on est forcément sceptique. Y a-t-il encore un mystère Rocard à percer après les nombreux livres qu'a inspirés l'ancien premier ministre ? Jean-Louis Andréani n'apporte pas de grandes révélations sur les différents épisodes de la vie politique de Michel Rocard. Encore qu'en dévoilant la teneur de la correspondance entre Michel Rocard et Pierre Mendès France, lors de la démission de celui-ci du PSU, il donne une idée exacte de la dégradation des rapports entre les deux hommes, et nous apprend que l'ancien président du conseil voyait en Edmond Maire son héritier. En fait, la grande originalité de ce livre réside dans l'éclairage que projette Jean-Louis Andréani sur le comportement de Michel Rocard, décortiqué avec la précision d'un entomologiste pour faire émerger les contradictions d'une personnalité complexe, duale, jouissant d'une image plus construite qu'il n'y paraît. Cet ouvrage aurait pu s'intituler plus judicieusement Janus-Rocard. Car l'auteur dresse le portrait d'un Rocard à la fois impulsif et calculateur, gauchiste et social-démocrate, victime des appareils politiques et pourtant fondamentalement homme de parti, militant et technocrate, chaleureux et peu attentif aux autres, enfin adepte du parler vrai et du double langage. "Rocard peut parler vrai, quitte à décevoir l'opinion, s'il s'agit, par exemple, d'évoquer les perspectives économiques -matière noble- ou le faisceau de contraintes dans lequel est prise l'activité de la puissance publique, écrit-il. Mais il se sent autorisé à adopter le double langage lorsqu'il s'agit de la politique politicienne, si vulgaire." Les années PSU de Rocard sont édifiantes à cet égard, mais elles ne sont pas les seules. Michel Rocard sera irrité par ce livre qui porte un coup à l'image qu'il s'efforce de donner de lui-même. Mais les hommes politiques n'échappent pas aux contradictions inhérentes à chaque individu. Simplement, elles les gênent plus que quiconque car elles heurtent leur propension à réécrire leur propre histoire afin d'en assurer la cohérence. Certes, Jean-Louis Andréani n'a pu éviter quelques erreurs dont une monumentale bévue -Georges Brutelle, toujours vivant, apprendra qu'il est mort- mais sa démonstration, qui péche parfois par son systématisme et applicable à tout responsable politique, est bien souvent convaincante, car elle s'appuie sur un travail sérieux, documenté, vivant et intelligent. Une contribution pertinente à la connaissance de Michel Rocard.

"Le Mystere Rocard",
Jean-Louis Andréani, Robert Laffont, 732 p., 169 F.

"DELORS"

Jacques Delors intrigue. Sa place un peu particulière dans la vie politique fait de lui un perpétuel sujet d'interrogations, poussant les observateurs à se perdre en conjectures. Il était normal qu'une biographie lui soit consacrée pour tenter de mieux cerner sa personnalité. Alain Rollat dresse un portrait attachant et sympathique du président de la Commission mais reste assez superficiel sur l'œuvre européenne de Jacques Delors. Dommage !

"Delors",
Alain Rollat, Flammarion, 299 p., 120 F.

Fondation Jean Jaurès

LE JOURNAL DU CONGRÈS samedi

A la tribune : chômage et Europe

Une vingtaine d'orateurs se sont succédé à la tribune, fustigeant Balladur et son projet conservateur, appelant à un renouveau sur nos valeurs. Lors du débat général de samedi matin et après-midi, après les rapports des commissions et avant l'élection du premier secrétaire par les délégués, puis la réception des délégations étrangères. Le débat reprit vers 19 heures 30, avec dix-neuf orateurs inscrits. Pour des impératifs techniques, afin que ce numéro puisse être prêt à temps, il ne nous a pas été possible de rendre compte de leurs discours. Nous le ferons dans notre synthèse du congrès, en début de semaine prochaine.

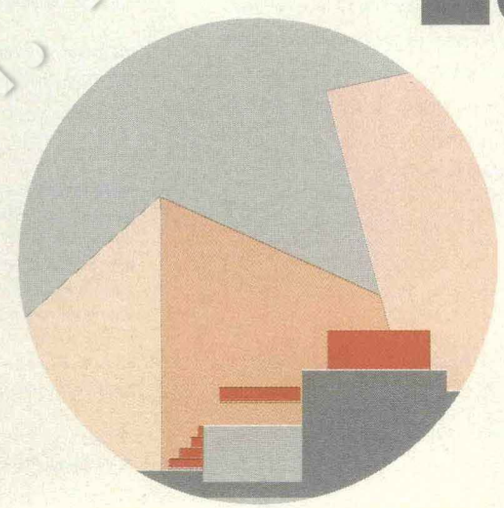
André Laignel

André Laignel appelle à un congrès d'unité, de renouveau, mais aussi de rupture : "Ce congrès doit assigner au Parti une triple mission qui conditionnera notre avenir collectif : s'opposer, proposer, convaincre les Français que nous sommes, à nouveau, porteurs d'espoir. Pour y parvenir, le Parti ne peut et ne saurait être cohabitationniste. Notre premier rôle est de s'opposer, de combattre la politique de la droite sans aucune espèce de concession, combattre le gouvernement qui est dans la réalité quotidienne l'un des plus à droite de ces vingt dernières années, et démasquer ce conservatisme dans un bas de soie qu'incarne Balladur. Nous ne serons crédibles dans nos critiques que si nous le faisons au nom des valeurs retrouvées et de projets clairement en rupture avec la période passée."

Et André Laignel d'énumérer les valeurs qui doivent sous-tendre ces projets : la liberté, l'égalité des chances, la solidarité, la laïcité de l'Etat, la transformation sociale. Puis, il propose l'organisation de conventions nationales sur des grands thèmes de société.

Louis Le Pensec

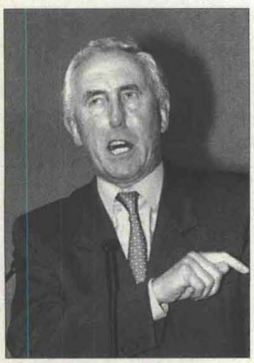
Louis Le Pensec a ouvert le débat général hier matin. Il centre son propos sur une critique sans concession de la politique d'aménagement du territoire de Charles Pasqua : "Il ne faut pas que soient passées par pertes et profits les avancées que nous avons fait dans ce domaine. La politique de Pasqua coïncide avec des coupes claires dans le budget 1994. C'est une machine à produire de la diversion. Pasqua engage un débat national sur l'aménagement du territoire et, aujourd'hui, il lance le projet d'un autre débat national qui pourrait aboutir à un référendum. Entrons dans ce débat pour le démystifier."



Laurent Fabius

Laurent Fabius choisit de s'exprimer sur un thème important et sur lequel le PS était resté discret jusqu'à présent : la mainmise de la droite sur les pouvoirs politique, administratif, économique et médiatique : "Sans tapage, mais d'une façon implacable, à travers un tout petit nombre d'organismes et un tout petit nombre d'hommes, se met en place dans notre pays un contrôle étroit de l'économie, des finances, des médias, du pouvoir, la constitution d'une véritable oligarchie qui va peser sur le destin de la France et conditionner le futur de la gauche. Le Parti socialiste de Jaurès est le parti de la démocratie.

Coll. Fondation Jaurès







De haut en bas :
- Louis Le Pensec
- André Laignel
- Laurent Fabius.



Il ne peut accepter cette oligarchie. Ce quadrillage risque de s'étendre de proche en proche. La droite a tiré les leçons de la première cohabitation. Elle n'a pas beaucoup changé, mais elle a appris. Appris qu'elle pouvait s'assurer une hégémonie par des moyens moins visibles, donc plus efficaces : c'est ce qu'elle fait. Le premier acte se veut discret : le système des dépouilles dans la haute administration. Chaque mercredi, par petits paquets, on limoge une directrice du livre ici, un directeur de la police nationale là, des recteurs un jour, des préfets la semaine suivante. Parce qu'ils ne pensent pas "comme il faut". D'ici à trois mois, il n'y aura plus une seule direction importante d'un ministère ou d'un établissement public où la majorité actuelle n'aura placé ses hommes. La même démarche vaut dans la plupart des régions et des départements, et pour des postes bien plus modestes. Les faits sont là, ils ne sont pas contestables, le Parti socialiste devrait les faire connaître : en moins d'un an, presque rien ni personne n'aura échappé à ce rouleau compresseur. Telle est la réalité, derrière la bluette de l'alternance douce et du libéralisme soft.

Acte deux : la droite démembre le secteur public, quitte à vendre au-dessous du prix le patrimoine de la nation, notamment aux institutionnels proches du pouvoir. Elle fait en sorte que la direction des nouvelles entreprises privatisées revienne à des amis sûrs. Le noyau dur de l'actionnariat est construit par le président de l'entreprise, lui-même nommé par le gouvernement. Une fois la privatisation réalisée, la direction devient alors inexpugnable.

Le troisième acte concerne les médias : non seulement on place les puissances économiques entre des mains amies, mais ces puissances cherchent à peser sur les moyens de communication de masse, donnant ainsi naissance à un véritable complexe médiatico-industriel.

Coll. Fondation Jean-Jaurès









De haut en bas :
- Charles Josselin
- Jean Poperen
- Geneviève Domenach-Chich
- Lionel Jospin.

A travers ce verrouillage tranquille, c'est l'alternance qui pourrait être désormais en cause. Alors que faire ? D'abord expliquer, c'est le rôle du Parti socialiste de prendre l'initiative d'un grand débat national sur les conditions du pluralisme dans l'économie, les médias, en comparant la situation de nos voisins et la nôtre : il intéressera, il passionnera. Ensuite, combattre. Nous devons engager une action d'ensemble contre toutes les atteintes au pluralisme. Il s'agit en particulier d'être plus percutant contre les privatisations systématiques auxquelles nous nous résignons trop aisément, alors qu'elles sont en passe de démolir l'équilibre de notre économie mixte sous prétexte de faciliter les fins de mois du budget et de servir les intérêts particuliers. Nous devons proposer aussi. Nous voulons un Etat qui joue pleinement son rôle d'impulsion, d'arbitrage, de contrepoids, un Etat réducteur d'inégalités et sachant dépasser la seule logique du marché, un Etat qui ne se mêle pas de tout mais qui, devant la crise de l'intérêt général, incarne celui-ci et le fasse respecter." Anticipant sur l'échec de la droite, Laurent Fabius conclut : "Nous devons savoir être prêts. Cela veut dire choisir un ton juste, concentrer nos critiques sur ce qui le mérite et les formuler sans concession. Refuser toute arrogance mais ne pas commencer chacune de nos phrases en rendant hommage à nos adversaires, en nous excusant de parler ou même parfois d'exister. Etre prêts, cela veut dire sur le fond -sur l'emploi, sur l'Europe, sur la démocratie, sur l'intégration, sur la justice sociale, sur les rapports avec les pays pauvres- fixer une perspective offensive, tracer un dessein et opposer clairement deux projets : d'un côté, pour la droite, le bouclage, de l'autre, pour la gauche, le partage. Et ne pas craindre d'innover. Le désarroi que traversent nos sociétés a au moins cette vertu : il justifie la mise en cause d'à peu près tout les schémas existants. Etre prêts, cela veut dire -et là aussi les textes votés importent- avec toute la gauche, au-delà si possible mais d'abord avec toute la gauche, préparer les échéances futures. "S'opposer, imaginer, rassembler", c'est un excellent programme. Il doit déboucher sur l'alternance. C'est la grande tâche des temps qui viennent. C'est ce à quoi dans l'unité j'invite le congrès du Bourget.

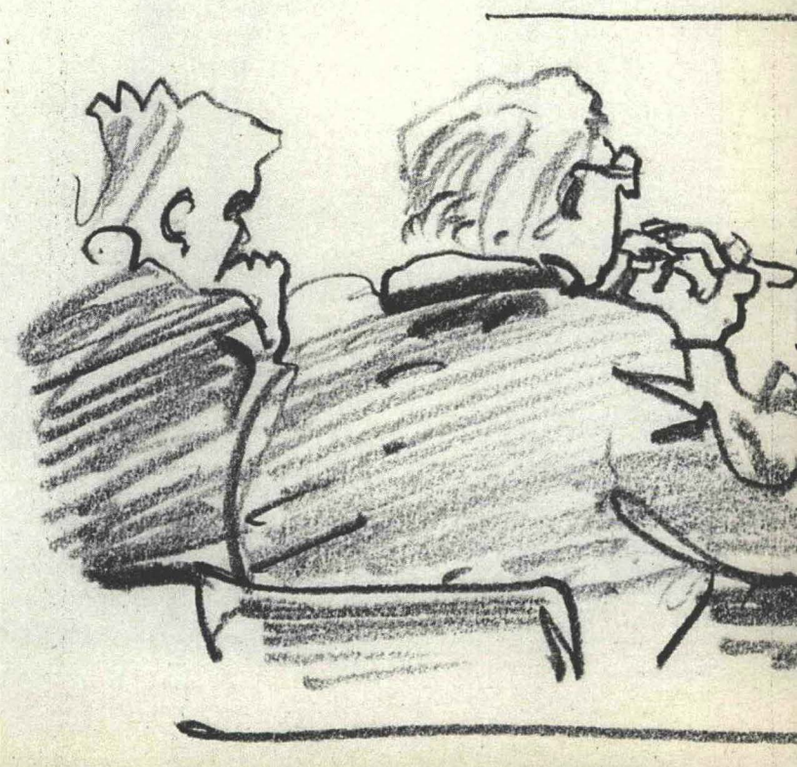
Charles Josselin

Charles Josselin se penche sur l'Europe : "Les affaires européennes sont devenues étrangères à nos concitoyens. C'est pour beaucoup l'indifférence ou le rejet. Ce congrès peut sonner l'heure de la contre-offensive. En ce qui concerne les institutions, la commission et le conseil transgressent la sépartion des pouvoirs. Je plaide pour la flexibilité, la plasticité des institutions européennes. Le PS doit se préparer à un énorme travail d'explication."

Jean Poperen

Jean Poperen réaffirme les clivages entre les motions : "Il y a deux visions du développement de la société, du rôle du PS au stade actuel de l'évolution sociale. On l'a vu cet été. La déferlante antisociale s'est accentuée. Le PS n'était pas à la pointe de la riposte à chaque fois que se manifestait cette déferlante. C'est donc sur toute la ligne dans l'Europe des douze que cette offensive se développe, et dès lors, c'est à cela qu'il faut répondre. C'est le sens de la proposition qui est probablement l'une des principales de la motion, d'engager toutes les forces du Parti dès le lendemain de ce congrès dans la préparation d'Etats généraux de la gauche européenne.

Essayons de rassembler, ce ne sera pas facile, mais cela devrait être l'objectif, toutes les grandes organisations politiques de gauche, toutes les grandes organisations syndicales de l'Europe des douze pour préparer cette charte sociale de l'Europe d'aujourd'hui. Il faut engager toutes les forces du Parti dans la préparation du rassemblement des gauches européennes pour préparer la charte sociale." Refusant que son opposition à la direction soit qualifiée "d'archaïsme antirocardien primaire",



Coll. Fondation Jean Jaurès

il constate : "Est-ce archaïque que d'être à la pointe de la réflexion sur ce que nous sommes en train de vivre ? Pour la première fois, cette génération vit avec l'idée que ses enfants et petits-enfants ont le plus grand risque de vivre moins bien qu'elle. Rappelant qu'après Rennes, ses propositions avaient été prises en compte... pour "être gardées dans les tiroirs", il lance : "Nous jugerons sur les actes dans les mois qui viennent. Aujourd'hui, nous pensons que le jeu parfaitement artificiel d'une recherche de synthèse dans la nuit qui vient ne doit pas être retenu. Mais si les assises de la transformation sociale sont cette fois un élément important de l'effort pour rassembler cette gauche éparpillée, nous ne manquerons pas, dans les mois qui viennent, d'y être attentifs et peut-être d'en tirer des conséquences par rapport à ce que serait l'équilibre des forces et leur coordination même de la majorité." Et Jean Poperen de conclure : "Qu'on en finisse avec cet amalgame entre le souci de l'unité du Parti que nous avons tous ici, et puis l'unanimisme. C'est une nécessaire diversité qui est le fondement de notre unité et, donc, de nos succès."

Geneviève Domenach-Chich

Ce congrès est un succès, mais les lundis sont généralement difficiles, constate avec réalisme Geneviève Domenach-Chich. Les fils du dialogue avec les Français sont rompus, les renouer prendra du temps et il faudra le faire "avec conviction et modestie". Elle demande que le Parti, en plus du travail, intervienne, aussi, sur de nouvelles questions centrales dans la société : l'éducation, la santé, le sida, la précarité, la violence urbaine, la famille, l'immigration, le droit d'asile, etc. Il faut développer les débats publics, sur des thèmes comme la toxicomanie, notamment au travers des assises de la transformation sociale.

Lionel Jospin

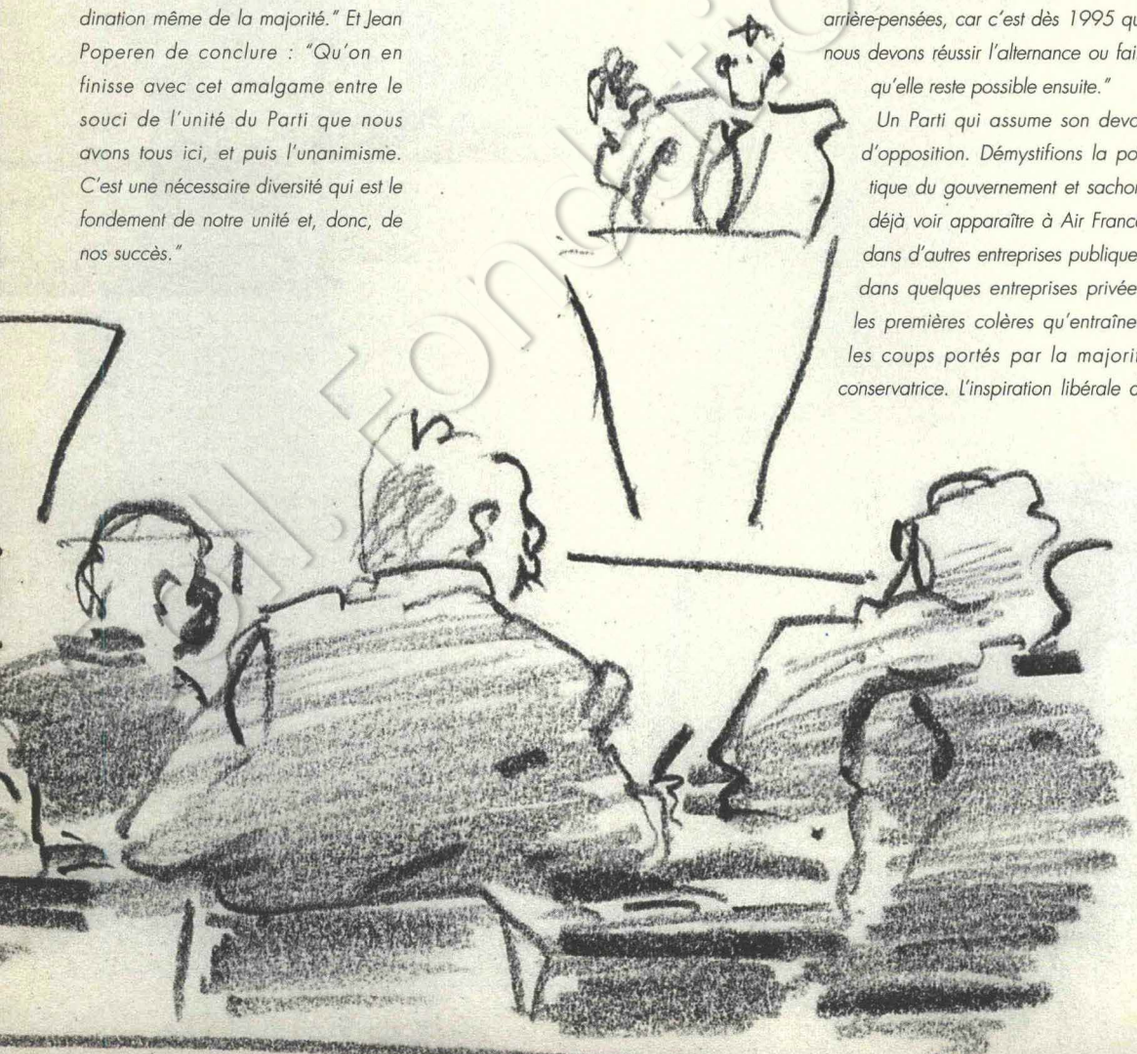
"Je suis peut-être plus heureux que d'habitude, et vous savez pourquoi, de m'exprimer devant vous", déclare sans détour Lionel Jospin au début de son intervention. Pour lui, ce congrès doit répondre à plusieurs interrogations : le socialisme est-il un mouvement de pensée et d'action dépassé par l'histoire ? La gauche française serait-elle menacée dans son existence ? Le Parti pourra-t-il sortir de sa faiblesse actuelle ?" Pour réussir ce congrès, Lionel Jospin voit quatre exigences.

Un Parti apaisé, d'abord. Saluant les efforts accomplis par Michel Rocard et la direction nationale, il affirme : "Le calme est revenu. Un regroupement s'est fait autour d'une motion très majoritaire. Je m'en réjouis." Et il lance, sous les applaudissements : "Rassemblons-nous autour de celui que nous élirons premier secrétaire et sur les orientations proposées par nos textes. Faisons-le sans arrière-pensées, car c'est dès 1995 que nous devons réussir l'alternance ou faire qu'elle reste possible ensuite."

Un Parti qui assume son devoir d'opposition. Démystifions la politique du gouvernement et sachons déjà voir apparaître à Air France, dans d'autres entreprises publiques, dans quelques entreprises privées, les premières colères qu'entraînent les coups portés par la majorité conservatrice. L'inspiration libérale de ce gouvernement ne lui permettra pas de surmonter les grandes difficultés de ce pays. Mais il faut trouver le ton juste : "S'opposer clairement et, déjà, éviter de nous disperser devant les projets gouvernementaux." Cela pose une question de méthode : "N'est-il pas souhaitable, lance-t-il sous un tonnerre d'applaudissements, que nos responsables attendent la discussion collective afin de s'exprimer dans le même sens plutôt que de se manifester trop tôt sur des positions divergentes ?" Cela pose aussi une question d'approche politique : il nous faut intégrer la façon dont agit le président de la République, puis agir de manière autonome et selon ce que nous croyons juste. "Le président remplit son rôle, jouons le nôtre."

Troisième exigence, un Parti qui renouvelle sa pensée. Lionel Jospin ne croit pas que les oppositions première-deuxième gauche, rocardisme-mitterrandisme, qui ont fonctionné dans le passé, servent de clefs pour les questions d'aujourd'hui et de demain. Nous devons élaborer des propositions nouvelles. A cet égard, il évoque quatre pistes de réflexion.

- Il faut mettre au premier rang de nos priorités économiques la lutte contre le chômage.
- Nous devons aussi "exercer le pouvoir autrement" : le premier ministre doit recevoir du président la latitude d'agir et le gouvernement devenir une instance où l'on débatte collectivement des grandes orientations.
- Troisième piste de réflexion, une nouvelle approche de l'Europe : le thème européen ne doit pas devenir "une sorte de substitut à une pensée socialiste dissoute", et nous dispenser d'apporter nos réponses à des questions comme la place de la nation, le partage de souveraineté, le contrôle démocratique sur les prises de décision. La gauche doit donner sa vision de l'Europe. Pourquoi pas des états généraux de l'Europe de la gauche ?
- Il faut, enfin, lever nos contradictions sur l'immigration, la justice, l'insécurité, etc. "Il nous faut cesser d'être écartelés entre



Fonds Jean Poperen













les principes et la réalité." Il appelle de ses vœux "un humanisme populaire" car il ne supporte pas l'idée que des centaines de milliers de Français "se détournent de nous pour aller vers la droite et l'extrême droite parce que nous ne savons plus nous faire entendre d'eux sur les difficultés de leur vie quotidienne."

Le Parti, enfin, doit s'ouvrir. Veillons à ne pas accentuer la fragmentation de la gauche française, écartons les prétentions hégémoniques. Prêtons-nous, non à l'organisation d'un cartel, mais à celle de débats d'idées sans arrière-pensées. Partis, groupes, tendances, personnalités de la gauche, du mouvement écologiste, voire de l'ancienne majorité présidentielle pourront participer librement à une confrontation authentique. "La question d'un rassemblement des forces de progrès viendra après, peut-être."

Pour agir, les partis socialistes et sociaux-démocrates européens constituent une grande force. Plusieurs d'entre eux, après quelques autres, peuvent être bientôt au pouvoir et cela peut changer l'avenir de la construction européenne.

Ne nous résignons pas à l'échec d'aujourd'hui, n'en restons pas là. "C'est à cela, conclut Lionel Jospin sous des applaudissements très nourris, qu'aux côtés de la direction du Parti, de Michel Rocard et avec vous tous, je consacrerai toutes mes forces dans le temps qui vient."



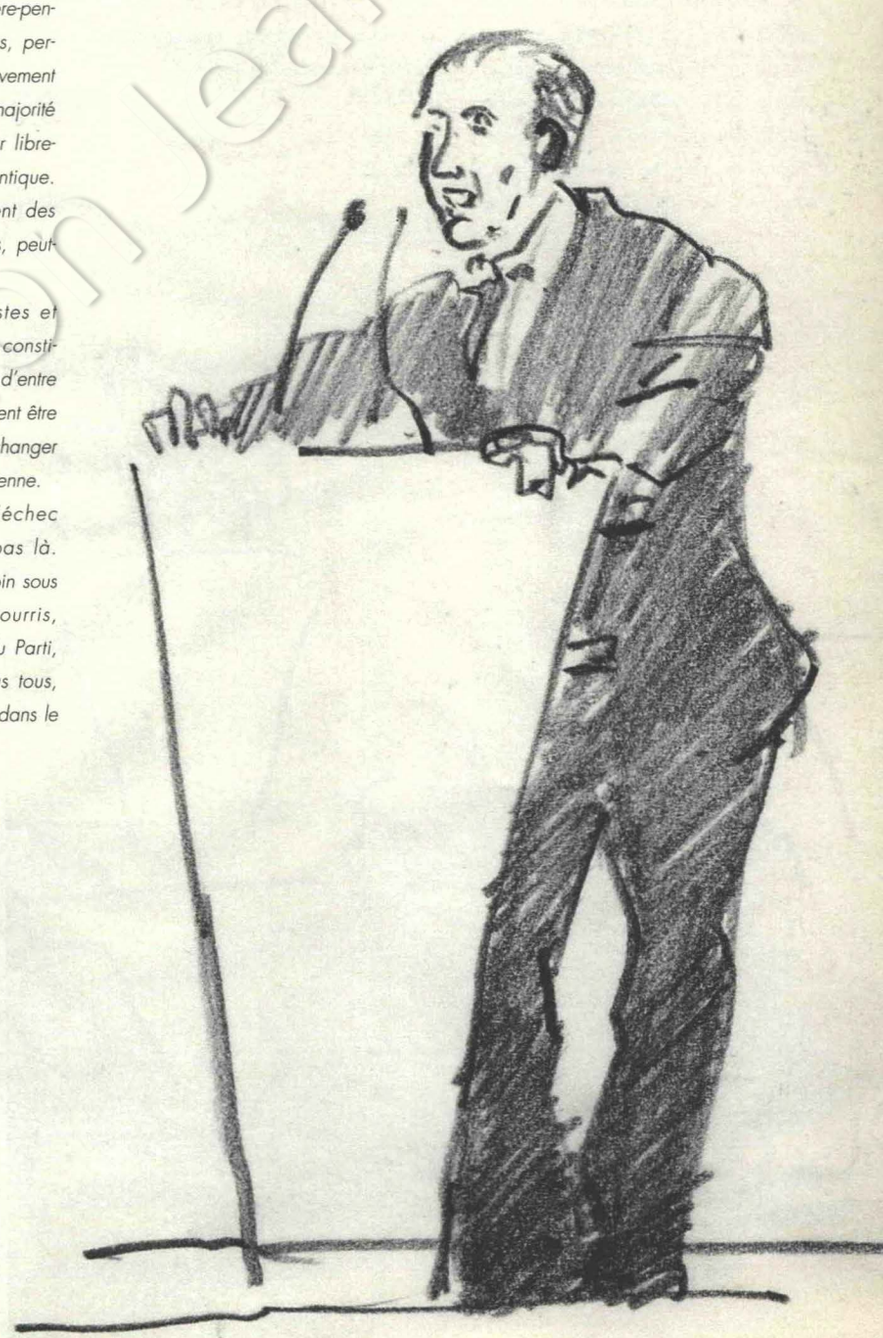
De haut en bas et de gauche à droite :
- Georges Garot
- Benoît Hamon
- Jean Robin
- Claire Dufour
- Michel Debout
- Martin Malvy
- Pervenche Berès.

Georges Garot

Georges Garot, délégué national à l'agriculture, préfère évoquer deux questions qui lui tiennent à cœur. L'aménagement du territoire, d'abord, pour lequel il demande que l'on avance au début de l'an prochain la date de convocation d'une convention nationale. Le GATT ensuite, un terrain sur lequel la droite s'est piégée elle-même. Faisons à ce sujet notre devoir d'opposition. Les grandes évolutions qui ont marqué l'agriculture, les paysans les doivent à la gauche, de l'Office du blé à la retraite.

Benoît Hamon

Le MJS, se félicite Benoît Hamon, est aujourd'hui une organisation autonome, qui a relancé son activité. Il débattra, lors de son congrès, les 12, 13 et 14 novembre. L'unité retrouvée des socialistes nous conduira à nous mobiliser dans la lutte contre le gouvernement Balladur et, en particulier, contre la révision constitutionnelle sur le droit d'asile : "Quel que soit le contenu de ce texte, nous sommes contre. Voter ce texte serait un reniement, affirme-t-il. Le président cohabite, pas le Parti socialiste."



Collection Jean Jaurès

Jean Robin

Quant à Jean Robin, il demande des propositions concrètes "ouvrant les voies d'un développement durable." Il suggère l'étude d'un code mondial de l'environnement, avec les moyens de le faire appliquer, et d'un droit d'ingérence écologique.

Claire Dufour

Claire Dufour ouvre le débat général en début d'après-midi. Pour elle, il est souhaitable que le Parti s'ouvre davantage. "Nous avons été trop longtemps fermés aux dynamiques sociales car nous n'avons pas renové nos analyses de la société, même quand nous étions au pouvoir." Claire Dufour insiste sur "le prisme de l'économie" qui domine les débats actuels. "Nous sommes esclaves d'une société de biens marchands et nous sommes passés à côté de toutes les grandes mutations dont nous n'avons que peu ou pas parlé entre nous." Et de citer des thèmes tels que le sida, la bioéthique, le contrat d'union civile, l'aspiration des homosexuels à être mieux intégrés...

"Il y a aujourd'hui une exclusion multiforme, poursuit-elle. Elle renvoie l'homme à son isolement, même si nous démultiplions nos moyens traditionnels de solidarité. Il faut faire plus. Le Parti socialiste doit débattre de ces grands thèmes par, pourquoi pas, des conventions nationales, et inviter à la discussion tous les acteurs de la société." Pour Claire Dufour, "si les Etats généraux ont conduit à la réflexion et à l'analyse, ce congrès constituant doit réinventer un avenir autour de deux valeurs fondamentales : respect humain et dignité."

Michel Debout

Michel Debout intervient au nom du secteur Entreprises. "Lors de notre conférence nationale Entreprises, à Orléans, nous avons posé la question : le Parti veut-il amplifier la présence des socialistes dans les entreprises ? Face à la politique de régression sociale de Balladur, face au libéralisme, à la culpabilisation des salariés, au libre-échange, il faut être de plus en plus présents, de plus en plus partie prenante dans les actions syndicales."

Pour lui, "il faut repenser le travail sans baisse de salaire par l'alternance de la production et de la formation. Nous devons plus que jamais préserver les droits des salariés, maintenir la protection sociale, un revenu décent." Et de poursuivre "nous devons redynamiser le Parti dans les entreprises. Pour cela, nous voulons que les représentants du secteur Entreprises siègent au conseil national, que soit désignés partout des secrétaires fédéraux entreprises. L'entreprise est aujourd'hui au cœur de tout projet de transformation sociale. Alors, que le secteur Entreprises soit au cœur du Parti socialiste."

Martin Malvy

Martin Malvy, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ironise sur la logique du premier ministre qui, il y a un an, publiait le "Dictionnaire de la réforme" et met en œuvre aujourd'hui un vrai projet de droite. Il souligne que ce gouvernement planifie la revanche conservatrice et jette les bases de la société libérale contre rôle de l'Etat et les principes de solidarité. Et le responsable du groupe à l'Assemblée nationale donne des exemples de ces régressions : la baisse des prestations sociales, la dénonciation de l'étranger et la généralisation de l'exclusion, les concessions au CNPF sur les conditions de travail, la mise en cause de la scolarité à 16 ans et du SMIC, la fragilisation des emplois dans les entreprises privatisées, les augmentations des prélèvements sur les plus modestes. "Non, Balladur ne gouverne pas pour tous, et pas de la même façon pour tous", lance Martin Malvy, qui fustige l'apparence tranquillisante d'une réalité brutale et sans concession. Il insiste sur le rôle que doit remplir le groupe socialiste, s'opposer sans laisser de place au débat qui semble s'instaurer entre les deux droites. Et conclut : "Retrouvons le chemin de l'imagination et du combat."

Pervenche Berès

Pervenche Berès appelle à prendre en compte la place des femmes dans la société et insiste sur l'exigence de la poursuite de la construction européenne. "Il faut, dans ce cadre, prévoir et agir pour une relance keynésienne, à base d'emprunts massifs et d'une politique industrielle volontaire, il faut réconcilier les Français et l'Europe contre le chômage, l'exclusion et l'insécurité." L'Europe apparaît trop loin des citoyens. Pas question pour autant de brocarder l'acte unique : il porte notre marque et complète la construction européenne, ajoute-t-elle, avant de conclure : "La gauche en Europe doit exister plus fort."

Marie-Noelle Lienemann

Marie-Noëlle Lienemann propose de faire du PS le parti de l'alternance et de l'alternative, de retrouver l'actualité du socialisme. Se lançant dans une pédagogie de la diminution de la durée du temps de travail à trente-deux heures, elle affirme : "Travailler moins pour vivre mieux doit être une nouvelle étape dans nos propositions." Faisant la différence avec la droite, elle montre que le gouvernement sous-entend, lui, une baisse des salaires et souligne que l'écart des salaires étant de 1 à 10 ou 20 dans le pays alors que celui des revenus est de

Revue de presse

Le président de la République a été bien inspiré de délivrer son message à l'entrée du congrès. A lire la presse du jour, les supputations n'auraient pas manqué si la missive présidentielle avait attendu plus longtemps. Michel Rocard et François Mitterrand se partagent donc, selon nos confrères, la vedette de cette première journée du congrès. "Révoilà Mitterrand", titre "Le Quotidien de Paris" ; "Rocard et Mitterrand sauvent les apparences", titre "Libération", alors que, pour "Le Monde", ils "prêchent l'unité par l'exemple."

Mais cette fois, la presse, même la moins bien disposée, n'égrène pas les diverses variations de l'antagonisme mais celle de l'unité.

"Le président de la République assure qu'il souhaite la "réussite" à celui que les socialistes choisiront pour chef", souligne "Le Parisien". "Le PS a touché le fond, mais il peut se ressaisir. Et ses chefs, hier occupés à une mortelle guerre de courants, paraissent avoir tiré la leçon de la déconfiture législative. Malgré le baroud d'honneur de la vieille garde mitterrandienne, Le Bourget ne sera pas Rennes. Bon gré mal gré, Jospin et Fabius ont accepté le leadership du maire de Conflans."

Mitterrand lui-même, "souhaite pleine réussite" à cette nouvelle direction, qu'il a pourtant âprement combattue.

Et l'unité retrouvée du Parti sera un incontestable atout dans les mois et les années à venir", écrit Philippe Reinhard dans "Le Quotidien de Paris". Sentiment partagé par "Libération" qui trouve "l'appel (de Mitterrand) très unitaire."

"Ces exhortations ont été quasiment reçues comme paroles célestes par des socialistes semblant retrouver la foi des catacombes", écrit Daniel Carton dans "Le Monde".

La presse dans son ensemble donne acte au Parti socialiste qu'un des objectifs affichés du congrès, rassembler, est au moins réalisé dans son sein. Les promesses d'un rassemblement plus large n'en sont pas pour autant occultées. "Le Figaro", sous le titre "Michel Rocard veut reconstruire la gauche", a choisi une photo très emblématique où, derrière la silhouette du premier secrétaire, se détache le seul mot : "rassembler".

La préparation des assises de la transformation sociale est évoquée. Gérard Le Puill se demande, dans "L'Humanité", si le congrès "n'allait pas, au fond, faire l'impasse sur les raisons de la défaite de mars dernier et entretenir un certain flou quant à la politique que le Parti socialiste pourrait opposer au gouvernement Balladur", ce qui n'empêche pas Jacques Teyssier, toujours dans l'organe du PCF, jettant "un regard sur les alliances", d'accueillir sans déplaisir les propos de Jean-Christophe Cambadélis sur la mouvance communiste

"L'ancien premier secrétaire d'Epinay et de Metz recevra le nouveau premier secrétaire du Bourget, et il est probable que les deux hommes s'attarderont moins sur leurs humeurs respectives que sur ce qui semble être redevenu, comme en 1971, comme en 1981, le point numéro un de la stratégie de reconquête du PS : la mobilisation de toutes les forces de gauche", écrit Daniel Carton.



Confidentiel

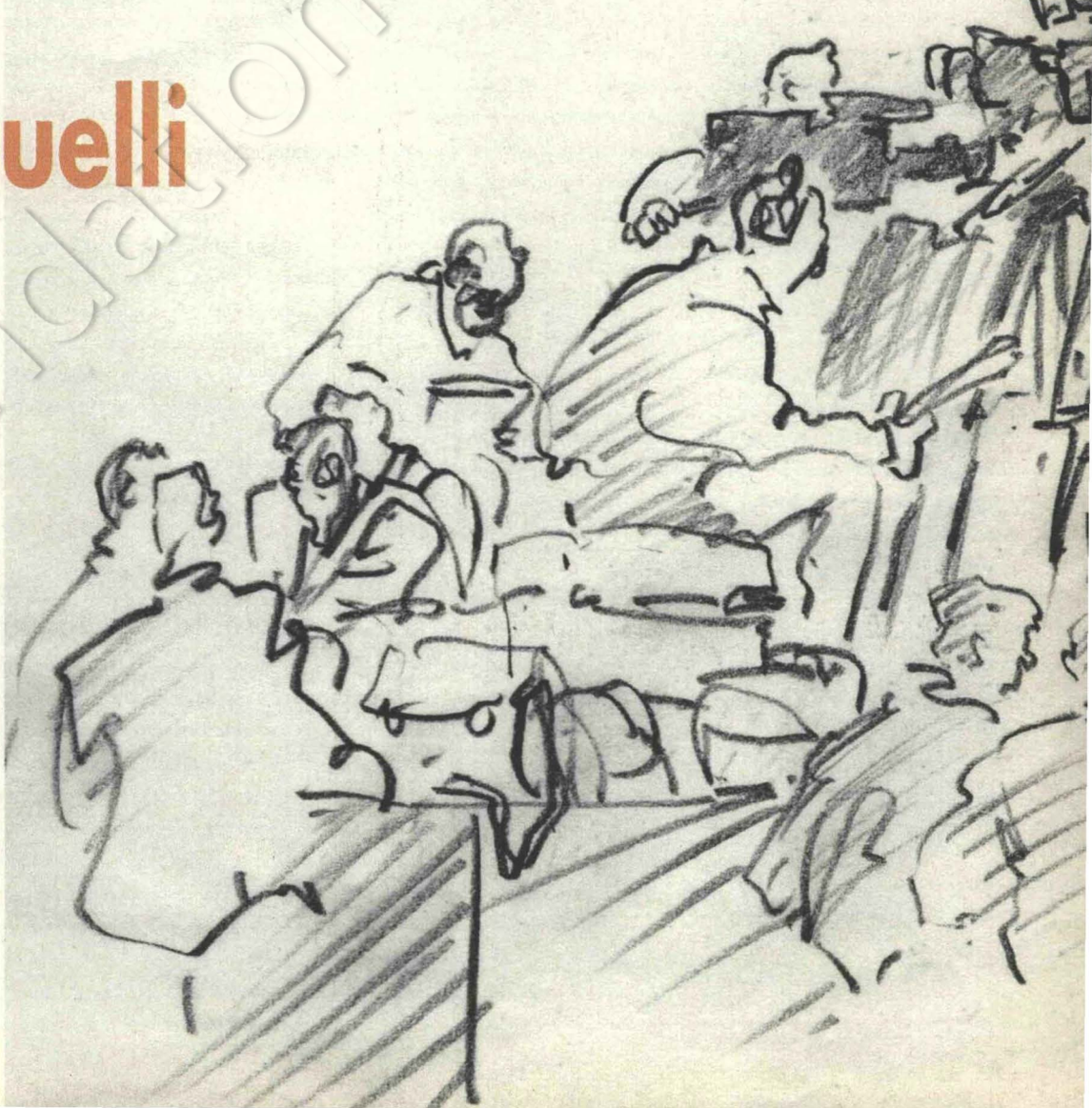
1 à 220, "il faut s'attaquer d'abord à la distribution des revenus." Concernant les emplois de proximité dont on dit attendre beaucoup de créations d'emplois, elle pose des questions sur leur prix, leur nombre et refuse de croire que le marché sache répondre seul à la demande solvable. Elle propose de défendre pied à pied les services publics dans de nouveaux champs de développement avec des garanties pour les travailleurs. Et conclut : "Une part de l'économie peut exister hors du champ du marché. Il faut audace et courage. Nous devons refonder en retrouvant notre base, notre tâche de représentation des plus faibles. Gardons notre espérance de transformer la société et changer le monde."

Henri Emmanuelli

C'est un ban soutenu qui a accueilli l'ancien trésorier du Parti socialiste. D'emblée, il entame un vibrant plaidoyer pour l'emploi, "question fondamentale s'il en est parce que ce n'est pas seulement le progrès social qui serait mis en cause si l'on ne surmonte pas la difficulté, mais aussi la démocratie. Qui peut croire en effet que la déchirure du tissu social n'entraînerait pas celle du contrat social, que la démocratie survivrait au-delà d'un certain degré d'exclusion ? C'est ce que l'on pourrait appeler la civilisation européenne qui est en danger, c'est-à-dire une certaine capacité à concilier l'efficacité économique, le bien-être social et la liberté." Pour le député des Landes, la question du chômage est particulièrement grave pour les socialistes parce que "c'est peut-être l'ultime question. C'est de la nature des réponses que nous lui apporterons que dépendra notre raison d'être ou de disparaître."

Pour Henri Emmanuelli, le chômage naît d'abord de deux causes fondamentales : "Le progrès scientifique et technique qui se traduit par les fameux gains de productivité. On produit de plus en plus de richesses avec de moins en moins de gens." Seconde cause, la mondialisation de l'économie qui "se traduit sur le terrain par un nombre croissant de délocalisations." En conséquence, "toute politique de lutte contre le chômage qui ferait l'impasse sur les gains de productivité serait une imposture. Toute politique de lutte contre le chômage qui inclurait une compétition ouverte et sans précaution avec les pays à bas salaires serait perdue d'avance." Et de rappeler que, dans certains pays, le salaire minimal est inférieur à trois cents francs.

Alors, comment répondre ? "Le seul chemin praticable susceptible de nous permettre de concilier bien-être, efficacité économique et démocratie passe par la définition de politiques de redistribution importantes." Des politiques qui, pour Henri Emmanuelli, sont "par nature inconciliables avec la logique libérale." Redistribution des richesses, oui, réduction du temps de travail avec baisse de salaire, non. Le député des Landes est catégorique : "Il ne faut jamais oublier que le chômage monte dans des sociétés qui continuent à s'enrichir. Je le rappelle à tous ceux qui, par inattention sans doute, ont fini par se persuader qu'il fallait partager un appauvrissement général qui n'existe pas." Chiffres à l'appui : "Pour financer 3 millions d'emplois à 200.000 F par an, il faut 600 milliards de F. En ajoutant les revenus de substitution et les déficits liés au chômage, on dépasse les 400 milliards. Restent 200 milliards à trouver, soit moins de 4% du produit intérieur brut. Est-ce que l'avenir de nos démocraties et de notre bien-être social ne valent pas 4% de la richesse produite chaque année ?" "Re-dis-tri-buer", martèle-t-il, pour financer des emplois d'utilité publique, et d'autres, que la seule logique libérale supprimerait pour cause de non-rentabilité, aménager le monde rural pour rendre l'homme maître de ces villes et de ces banlieues qui, aujourd'hui, le brisent. Passage aux trente-cinq heures sans réduction de salaire, refus de la déflation salariale : "Le salariat ne nous pardonnerait jamais, à juste titre, d'avoir facilité ce désarmement politique, moral, social." Henri Emmanuelli conclut par un appel :



Fondation Jean Jaurès

"Sur cette question du chômage, de l'exclusion, c'est l'avenir de notre peuple et de notre démocratie qui se joue. Une immense bataille politique, culturelle, commence, que nous devons gagner : construire une solution alternative au libéralisme économique."

Louis Mermaz

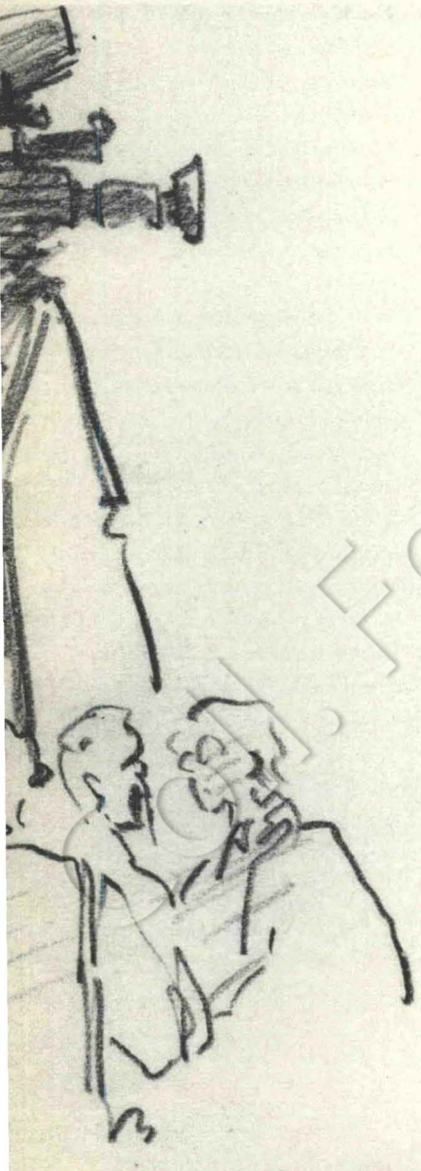
Louis Mermaz monte à la tribune. Pour lui, les rapports de force sont probablement sur le point de bouger dans le pays : angoisses et révoltes ne vont pas tarder à rechercher leur expression politique. "Les socialistes devront être prêts à répondre à l'attente du pays." Ils auront eu le temps de faire le bilan de leurs réussites, de leurs erreurs, de leurs manquements et, surtout, de les "replacer en perspective". En auront-ils pour autant tiré les leçons ? Le chef de file de la motion C s'interroge : "Est-ce que notre Parti n'a pas besoin de procéder à un véritable réarmement idéologique ?" A des temps nouveaux, il faut des idées et des doctrines nouvelles, "mais dans la connaissance et dans la fidélité au passé. Oui, s'écrie-t-il, les socialistes doivent s'opposer, ne pas plier, ne pas consentir, mais revendiquer une autre politique. Le traitement social du chômage n'est qu'une réponse partielle, même si elle est nécessaire ; l'aménagement du temps de travail, la lutte contre la précarisation de l'emploi seront toujours insuffisants. Ne devons-nous pas, aujourd'hui, réclamer la réhabilitation des grandes fonctions économiques que sont les décisions sur l'évolution des salaires ? Ne devons-nous pas demander une meilleure répartition des richesses, même si nous n'avons pas été jusqu'au bout de notre logique par la réforme fiscale, la réforme des impositions sur le capital, la réforme de l'impôt sur l'ensemble des revenus, à commencer par les revenus les plus élevés ?" L'ancien président de l'Assemblée nationale détaille les mesures qu'il faudra prendre ou rétablir : contrôle des politiques sociales dans les entreprises publiques, réintroduction de l'autorisation administrative de licenciement."

Le débat ne fait que commencer : nous devons, dans le pluralisme qui s'accompagne forcément de l'unité, faire des choix politiques entre deux lignes qui, parfois, se rapprochent mais sont bien réelles. "C'est cela, la refondation". "N'ayons plus peur, s'exclame l'ancien député de l'Isère sous les applaudissements, des courants d'idées, s'ils sont fondés sur la réflexion, sur l'invention, et non pas quasi-exclusivement sur le partage des postes ou des investitures."

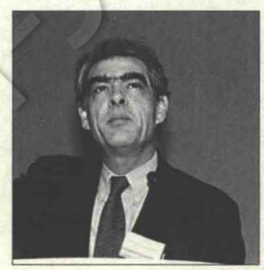
"Je ne pense pas, conclut le chef de file de la motion C, que nous puissions, dans l'état actuel des choses, aller à la synthèse. Il y a trop de contradictions et trop d'ambiguïtés pour que nous puissions les lever dans des délais aussi courts". Mais cette discussion, continue Louis Mermaz, "nous entendons la poursuivre parmi l'ensemble des socialistes, avec la volonté de faire avancer les choses."

Jean-Paul Huchon

Dès le début de son propos, Jean Paul Huchon attaque la droite. "Elle croit pouvoir s'installer durablement au pouvoir, elle n'a reculé devant rien pour l'obtenir et elle est prête à tout pour le conserver. Ce gouvernement qui a fait tant de promesses n'a ni projet ni courage, mais a au moins une cohérence : il est bien un gouvernement de droite au service de sa clientèle." Pour illustrer ses remarques, il donne des exemples. "Lorsqu'ils augmentent la CSG, ils n'oubient pas d'alléger l'imposition pesant sur les plus hauts revenus. Lorsqu'ils proposent à la va-vite ce catalogue de mesures insipides baptisé plan quinquennal pour l'emploi, ils n'oublient pas de donner des gages au CNPF en











De haut en bas :
- Marie-Noëlle Lienemann
- Henri Emmanuelli
- Louis Mermaz
- Jean-Paul Huchon.

Fondation Jean Jaurès

rognant sur les droits des instances représentatives des salariés et de leurs syndicats..." Et de continuer : "Ce gouvernement s'est apparemment convaincu qu'il pouvait mener, sans grand risque électoral, une politique systématiquement défavorable au plus grand nombre. Combien sont-ils de nos concitoyens qui ne croient plus en rien, les exclus du travail, du logement, de la consommation, de la société ? Et à ceux qui restent, il s'agit de faire peur. Vous voulez garder votre emploi ? réduisez votre salaire ! Vous voulez payer moins d'impôt ? renoncez à la solidarité ! Balladur prétendait vouloir bâtir un nouvel exemple français. Triste exemple que cette société où un étranger est un délinquant, une personne qui touche le RMI, un parasite... Une menace pèse sur la cohésion sociale de notre pays et comment pourrait-il en être autrement lorsque l'Etat, et par le fait ceux qui le dirigent, n'est plus le garant de l'intérêt général ? Nous refusons que, dans la France de Balladur, de Pasqua, de Chirac et de De Villiers, les jeunes n'aient comme perspective que la précarité, le chômage et, plus loin, la délinquance, la drogue et la violence."

Cesser les affrontements

Jean Paul Huchon se montre déterminé : "Voilà contre quoi nous nous battons, et cela seul compte. C'est notre identité. Voilà pourquoi nos querelles sont dérisoires et notre unité nécessaire." Le message est clair. "A tous ceux d'entre nous qui ne l'auraient pas compris, je dis qu'il faut cesser les affrontements stériles qui n'ont pour seul résultat que de nous affaiblir. A ceux qui doutent de nos chances de succès, je dis que nous n'avons pas le droit d'échouer. Nous n'avons plus le temps de nous consacrer à autre chose qu'à ce combat-là. Il y a tant à faire."

Et comment le faire ? "Il nous faut retrouver le sens de l'indignation, de la générosité et de l'audace. Le monde a changé, on attend de nous des ruptures, on attend de nous que nous écoutions ce qui monte d'en bas. Il faut de l'audace pour retrouver le chemin de l'activité et de l'emploi, de l'audace pour réduire la durée du travail massivement, en appelant les revenus au partage et en protégeant les plus bas d'entre eux. De l'audace pour notre Parti qui doit s'ancrer dans la réalité sociale du pays... Notre Parti doit cesser de se combattre à l'interieur pour devenir un grand parti, large, attractif. Il ne peut pas être une organisation rigide et, au contraire, s'ouvrir sur la société. C'est l'idée de créer à côté de nos sections des secteurs d'activité où l'on pourrait adhérer, de développer des structures d'accueil pour nos sympathisants. Il faut de l'audace pour aller à la rencontre de nos partenaires, vers ceux qui ne se résignent pas à cette société inégale et fracturée, vers ceux qui veulent la transformer, la refonder sur les valeurs propres à l'homme, les valeurs humanistes. Vous voyez ce qui nous reste à faire. Et nous le ferons."

Pierre Mauroy

Dès le début de son intervention, Pierre Mauroy situe l'enjeu du congrès. "Il doit constituer un temps fort de notre redressement et de notre mobilisation. C'est encore une fois, ici et maintenant, qu'il faut agir et je suis de ceux qui veulent gérer une victoire possible en 1995. Il faut convaincre l'opinion que, derrière les mots apaisants, se met en œuvre une politique dure, régressive et inégalitaire. Ce que subissent les Français avec ce gouvernement est déjà insupportable et les mouvements sociaux qui se développent montrent d'ailleurs que cette politique est de moins en moins bien acceptée." Pour le président de l'Internationale socialiste, aujourd'hui, s'opposer est le mot d'ordre. "S'opposer pour se reconstruire, s'opposer pour réussir demain, marier le temps de la contestation avec les choix de fond sans nous tromper ni sur la stratégie ni sur le projet politique." La stratégie tient en un mot : rassembler. "C'est ce que nous sommes en train de faire, lance l'ancien premier ministre. Tournons la page. Ce qui n'a pas été obtenu dans les textes, qu'au moins on



le retrouve dans la pratique, que l'on dépasse des clivages qui n'ont plus de raison d'être pour créer le rassemblement autour du premier secrétaire et des instances qui sont mises en place. Ce Parti doit vivre avec ses militants plutôt qu'avec ses courants. Vivre avec des courants de pensée et pas des courants de pouvoir."

Pour Pierre Mauroy, il n'existe pas de solution de rechange. "Il faut aussi rassembler la gauche, avoir le souci du social, et les socialistes ne retrouveront la gauche qu'à la condition d'être plus combatifs sur le plan social à la fois dans la proposition et dans l'action. Il s'agit aussi, sur ce terrain, de retrouver d'autres partenaires : les communistes, les écologistes... D'aller plus loin dans le dialogue avec les associations, les syndicats, tout en sauvegardant l'identité de chacun et en respectant notre appartenance commune à la gauche."

Pour l'ancien premier secrétaire, "c'est ainsi que nous regagnerons les classes moyennes qui subissent la précarité de l'emploi. Elles ont tout à gagner à soutenir une gauche en mouvement et tout à perdre à suivre une droite qui se replie sur l'Hexagone. Elles doivent partager avec nous un front de refus d'une politique de régression sociale et n'ont aucun intérêt à s'identifier à un mouvement de repli sur la prétendue exception du territoire français. La société française est nécessairement diverse et le sera de plus en plus." Et de prendre date. "C'est une raison supplémentaire pour savoir faire partager au plus grand nombre possible notre ambition d'une relance européenne en juin 1994, notre ambition d'une démocratie du quotidien pour les municipales de 1995 et notre ambition générale de transformation sociale pour les élections présidentielles de 1995."

Mais la gauche française ne peut pas rester isolée. Le président de l'Internationale socialiste ne manque pas de rappeler que "le socialisme ne peut trouver son plein épanouissement qu'à l'échelle continentale et mondiale. La solidarité est devenue l'assurance d'un meilleur avenir. Quel dommage si, face au danger réel d'un monde qui se transforme si vite, la grande tentation devenait le repli. Une peur de l'avenir que nous ne pouvons pas accepter. Une société se perd quand elle délaisse sa volonté de construire l'histoire, et la grande responsabilité des socialistes, c'est d'appeler le pays à se ressaisir." Et d'insister : 'L'intérêt fondamental de l'Europe, c'est qu'on parvienne à un accord sur le GATT, un accord équilibré, bien sûr, mais un accord. Si le GATT est devenu un piège, c'est la droite qui l'a fabriqué par ses surenchères et sa démagogie."

"Nous savons que l'issue de ce combat, conclut Pierre Mauroy, dépendra d'abord de nous et de notre capacité à rebâtir un grand parti socialiste. Ce parti sera celui de Jaurès, celui du congrès d'Epinay, celui du Poing et de la Rose, celui du 10 mai 1981, avec François Mitterrand. Ce Parti qui ouvre aujourd'hui un nouveau chapitre avec Michel Rocard sera, si vous le voulez, celui de la permanence des socialistes en France et celui de l'espérance de nos futures victoires."

Collection Bibliothèque Jaurès

PREMIER PREMIER SECRETAIRE
ELU PAR LE CONGRES

Chers amis,
chers camarades,
Merci, merci du fond du cœur,
merci de cette confiance
considérable.
Je suis donc désormais votre
premier secrétaire,
le premier secrétaire
de tous les socialistes,
car c'est avec tous
les socialistes
que j'entends travailler.
C'est un grand honneur,
c'est une lourde charge aussi,
c'est beaucoup d'émotion,
vous le comprendrez.
C'est une responsabilité forte,
lourde, intimidante,
mais je sais, je sens
que je pourrai l'exercer
avec vous tous, et au service
du socialisme, au service
des Français.
Merci de me confier
cette charge.
Je dirai demain
comment
je l'envisage.
Encore merci.

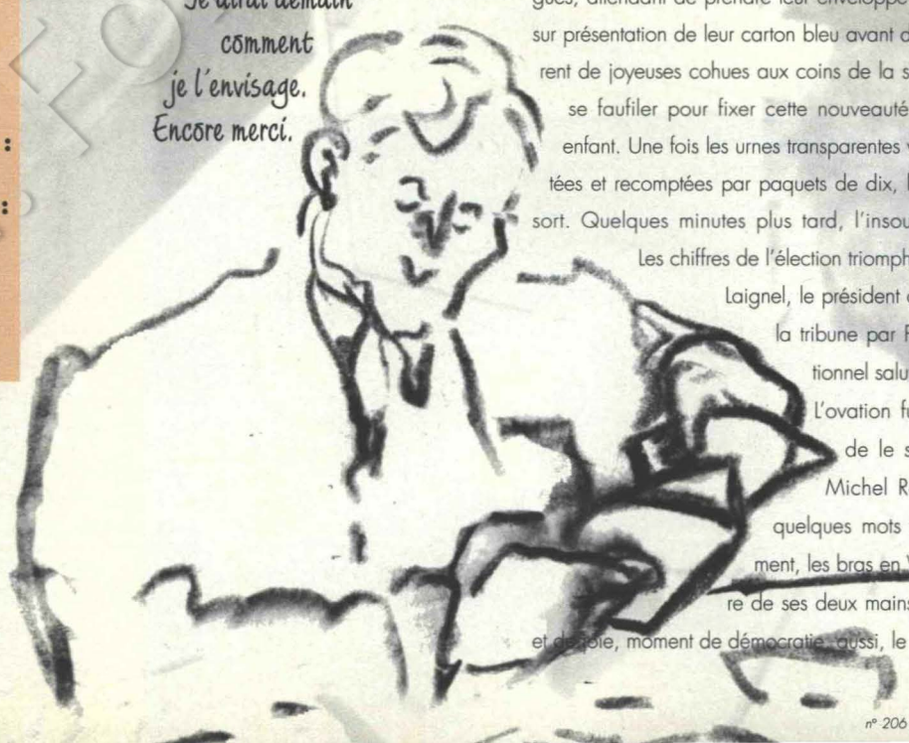


Il est 18 heures, samedi, André Laignel donne les résultats de la première élection au scrutin secret du premier secrétaire du Parti socialiste.

- **Inscrits : 638**
- **Votants : 587**
- **Blancs ou nuls : 112**
- **Michel Rocard : 475 voix, soit 80,92% des suffrages.**

Cinq bureaux de vote signalés par des panneaux jaunes étaient répartis autour de la salle du congrès. Cinq présidents, cinq secrétaires, dix assesseurs furent appelés par André Laignel depuis la tribune. La formule était inédite, elle fut observée avec curiosité et amusement par le congrès et la presse.

Le scrutin se déroula de 17 heures à 17 heures 45, les files des délégués, attendant de prendre leur enveloppe bistre et leur bulletin de vote sur présentation de leur carton bleu avant de la glisser dans l'urne, créèrent de joyeuses cohues aux coins de la salle. Et les caméras devaient se faufiler pour fixer cette nouveauté dans une atmosphère bon enfant. Une fois les urnes transparentes vidées, les enveloppes comptées et recomptées par paquets de dix, les bulletins subirent le même sort. Quelques minutes plus tard, l'insoutenable suspens était levé. Les chiffres de l'élection triomphale furent dévoilés par André Laignel, le président des bureaux de vote, invité à la tribune par Pierre Mauroy, avant le traditionnel salut aux délégations étrangères. L'ovation fut immense -est-il nécessaire de le souligner ?- et l'émotion de Michel Rocard perceptible dans les quelques mots qu'il prononça en remerciement, les bras en V faisant le signe de la victoire de ses deux mains. Moment de rassemblement et de joie, moment de démocratie aussi, le premier du genre, et réussi.



Fondation Jean Jaurès

LE JOURNAL DU CONGRÈS Samedi

Le monde comme íl va

Moment particulièrement chaleureux et traditionnel dans les congrès du PS : l'accueil des délégations étrangères et des partis frères. C'est sous la présidence de Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, que Rudolf Sharping, président du SPD, et Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE et premier ministre espagnol, se sont adressés aux congressistes sous une gerbe d'applaudissements.

RUDOLF SHARPING : "UNE DEMARCHE COMMUNE POUR LA CROISSANCE"

"Le principal souci de la Communauté européenne est le chômage, qui atteindra prochainement vingt millions de personnes. Le chômage mine les libertés et la protection sociale, des acquis auxquels nous sommes tout particulièrement attachés.

Pour favoriser la création d'emplois, la croissance à l'échelon européen est possible. Elle s'impose. Nous devons mettre en place une démarche commune, une solution alternative aux objectifs strictement nationaux, afin d'éviter le danger que constituerait le développement, par chaque pays, de politiques de court terme mises en place au détriment des autres...

...Nous avons besoin d'une politique sociale commune et non de dumping social. Pour développer les régions démunies, nous devons mettre en commun nos efforts et non uniformiser à la baisse les normes sociales... Dans tous les pays, le travail doit être mieux organisé et partagé de manière plus équitable.

Les pays de l'AELE qui désirent devenir membres de la Communauté doivent y être accueillis. L'existence d'obstacles aux échanges commerciaux et la persistance des marchés périphériques sont en décalage par rapport aux ambitions économiques de la Communauté et limitent la croissance.

A moyen terme, les Etats de la Communauté doivent s'ouvrir aux Etats de l'Europe centrale et orientale. Un premier pas est constitué par la signature d'accords d'association qui pourraient être prochainement réalisés avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. D'autres pays suivront. Pour les aider à prendre en charge leur propre développement, tous les pays de la Communauté doivent unir leurs efforts (...). Plutôt que nos divergences internes, ce sont nos volontés communes et la responsabilité que nous portons face aux hommes et aux femmes de notre continent qui nous font progresser vers une Europe de justice sociale, une Europe protégeant l'environnement et la nature, une Europe qui assure à chacun un revenu et un travail.



De gauche à droite : Pierre Mauroy, Rudolf Sharping, Michel Rocard et Felipe Gonzalez.

FELIPE GONZALEZ : "UN GRAND SIECLE POUR LES SOCIALISTES EUROPEENS"

..."Si, aujourd'hui, nous, Européens, ne sommes pas divisés et opposés sur des questions comme l'unification de l'Allemagne, la guerre de l'ancienne Yougoslavie ou le démantèlement de l'ancienne URSS et de sa zone d'influence, c'est parce que, dans les conseils européens et au sein des institutions communautaires, ces dernières années, un fort sens de la responsabilité européenne a prévalu.

Si, demain, nous voulons que les produits européens soient compétitifs dans le monde, nous devons aussi avoir le sens de la responsabilité nécessaire pour mener à bonne fin les programmes du marché unique et de l'Union européenne (...).

L'Union européenne est une réalité. Cependant, il reste beaucoup à faire. Améliorer la coordination des politiques économiques. L'Institut monétaire européen doit y contribuer. Aider à trouver un compromis valable dans l'Uruguay round. Un compromis valable doit être équilibré entre les grandes puissances commerciales et favorable aux pays économiquement plus faibles. Imprimer un nouvel essor aux efforts diplomatiques visant à rétablir la paix en Bosnie. Agir, immédiatement, pour éviter la résurgence de la violence dans d'autres parties de l'Europe. L'Union européenne doit s'occuper de son propre élargissement, de sa réforme institutionnelle, de la rationalisation de ses finances, de progresser en matière de libre circulation des personnes, de politique d'immigration et dans la lutte contre la délinquance.

L'Union européenne a besoin de renforcer l'identification des citoyens avec ses activités et ses objectifs. Dans ce sens, les socialistes doivent être les premiers (...).

Nous devons aussi nous sentir responsables, encore ce mot, de l'avenir de tout le continent européen. De sa stabilité politique et de son développement économique. Le nouvel ordre européen doit se fonder sur des marchés ouverts, des frontières perméables, des peuples qui dialoguent, des dirigeants représentatifs et des accords de sécurité collective. Cela doit être un ordre construit tous ensemble..."

Coll. Fondation Jean Jaurès



LE JOURNAL DU CONGRÈS Santos

De gauche à droite et de bas en haut :
Jean-Pierre Balligand, Jean Crusol, Jean-Louis Cottigny, François Geindre, Claude Fleutiaux, Vincent Assante, Michèle André, Jean-Claude Boulard, Jean Glavany, Malek Bouthi, Jean-Marie Le Guen, Joseph Caillaud, Frank Pupugnat, François Gilbert, Alain Bouxin.

Samedi, en début de soirée, sous la présidence de Jean Le Garrec, le débat reprend devant un auditoire resté consciencieux et attentif.

suíte du débat...

Jean-Louis Cottigny

attendre de nous aujourd'hui le peuple de gauche, qu'espèrent les salariés, les exclus ?" Et de répondre : "Ils attendent que la gauche se ressaisisse et redevienne simplement la gauche. Ils attendent que les socialistes occupent pleinement le terrain sur le front des inégalités."

François Geindre

François Geindre axe son propos sur la ville : reposons-nous la question de savoir quelle est la ville que nous voulons, non pas en termes administratifs mais en parlant des hommes et des femmes qui y vivent. Quelle est la ville que nous voulons contruire, celle qui permet aux hommes et aux femmes de se croiser ou celle qui exclut ?"

Claude Fleutiaux

"Peut-on parler de partage du travail sans évoquer le partage des revenus ?, lance Claude Fleutiaux. Non, bien sûr. Mais si nous ne posons pas la question de la redistribution des revenus, de tous les revenus, du capital comme du travail, par la fiscalité et par la Sécurité sociale, nous ne ferons que cautionner une politique de régression sociale."

Jean-Claude Boulard

Jean-Claude Boulard est clair : "Ce n'est pas aux salariés les plus modestes de payer pour faire reculer le chômage. Et ce n'est pas simplement la réduction de la durée du temps de travail qui fera diminuer le chômage." Il propose de "financer des emplois en transformant la cotisation chômage en cotisation emploi en élargissant son assiette à l'ensemble des revenus, y compris les revenus du capital, et en posant la question de la progressivité de cette cotisation au dessus d'un certain niveau de revenu."

Jean Glavany

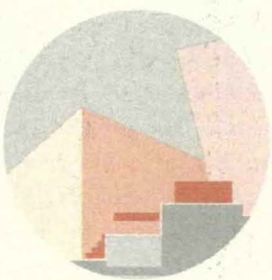
"C'est le chômage qui ronge notre société, insiste Jean Glavany, et il n'y a pas de solution miracle. Tous les économistes le disent, même si la réduction du temps de travail fonctionnait bien, on pourrait créer un million d'emplois et la question ne serait résolue qu'à peine au tiers." Pour lui, "on ne peut envisager quelque politique que ce soit dont le prix s'appellerait la baisse généralisée des salaires." Si la réponse n'est pas dans la baisse des salaires, elle est "dans le contrat entre la collectivité publique et l'entreprise qui s'engage pour l'emploi, un contrat financé par la redistribution des revenus, la solidarité nationale." "Il faut guérir tout le mal du chômage, conclut Jean Glavany, en affirmant le droit à l'activité pour tous, emploi productif ou activité socialement indispensable, c'est à l'affirmation de ce droit, à la réalisation de cette utopie qu'il nous faudra veiller sans renier nos valeurs car la question qui nous est posée n'est pas économomique, elle est politique."

Jean-Pierre Balligand

Jean-Pierre Balligand aborde deux thèmes d'actualité : le retour de la revendication sociale et la mainmise d'une oligarchie politico-économique dans tous les secteurs clefs. Il note une réinsertion des cadres fortement menacés par le chômage dans les mouvements sociaux : "Nous pouvons peut-être jouer la jonction entre la nouvelle classe moyenne et la classe ouvrière."

Jean Crusol

Jean Crusol (fédération de la Martinique) trace un large tableau de la situation dans les Antilles. Il évoque d'abord la situation en Haïti et dénonce la politique d'expulsion systématique de Guyane, par le gouvernement Balladur, de travailleurs étrangers, notamment haïtiens.
Dans son intervention, Jean-Louis Cottigny s'interroge : "Que peut



Vincent Assante

Vincent Assante défend la cause des personnes handicapées : "Le handicap n'est pas marginal, il est partie intégrante de notre société. La bataille pour l'intégration et contre toutes les exclusions ne peut se concevoir comme un remède, mais comme un élément constitutif de la société à construire."

Michèle André

Michèle André insiste sur la place des femmes dans la société : "Le temps est venu de se rassembler, hommes et femmes socialistes ensemble. Il faut imaginer des méthodes, des démarches pour en finir avec cette opposition entre hommes et femmes dans la vie politique, dans la vie sociale ou dans la vie professionnelle."

Malek Bouthi

Malek Bouthi demande que les travailleurs soient consultés sur la réduction du temps de travail avec ou sans réduction de salaire : "Comment arriver aux trente-cinq heures sans que les salariés, le mouvement syndical soient partie prenante de cette bataille ?"

Jean-Marie Le Guen

Jean-Marie Le Guen (Paris), se fondant sur le déficit électoral du PS en mars 1993 dans les zones urbaines des

Document Parti Socialiste

Dimanche matin, présidence de Martin Malvy

statuts et motion finale

pour les rapports des commissions de la soirée qui seront adoptés à main levée.

grandes agglomérations invite à une "reconquête urbaine" : "Il nous faut effectivement traiter de la présence de l'Etat dans un certain nombre de quartiers et notamment dans les zones les plus défavorisées." La lutte contre la toxicomanie, le sida, s'inscrit dans cette démarche.

Joseph Caillaud

Joseph Caillaud évoque le GATT. Parlant de reconquête rurale, il expose les différences de fond avec la droite que les socialistes ont de s'opposer à Blair House : "Il faut donc le combattre, expliquer nos raisons aux agriculteurs, dénoncer les atermoiements et les tromperies gouvernementales de Balladur."

Frank Pupugnat

Le plus jeune délégué du congrès, Frank Pupugnat, centre son intervention sur la coopération avec les pays en développement : "Le tiers monde est économiquement et technologiquement plus dépendant qu'il y a vingt ans... C'est à l'échelon européen que nous devons agir. L'Europe doit encourager un développement autocentré..."

François Gilbert

François Gilbert (Aveyron) propose une convention thématique sur le chômage. Il souligne les conséquences de "la perte de croyance dans l'espoir d'une vie meilleure pour ceux qui sont rejetés de l'emploi". "Pourquoi refuse-t-on d'employer le terme de partage du travail ?", s'interroge-t-il.

Alain Bouxin

Alain Bouxin (Morbihan) expose l'amendement de sa fédération portant sur "la culture contre le conditionnement". La compétitivité économique dépendant déjà du savoir technologique et scientifique, et l'épanouissement individuel et collectif de la culture, il souligne la nécessité de lutter contre les inégalités d'accès à la culture et au savoir.

Pascale Le Néouannic, pour la sous-commission des modifications statutaires dirigée par Daniel Vaillant, énumère les principales : les membres de la liste complémentaire du conseil national assisteront aux travaux et pourront y remplacer un membre titulaire ; une carte d'ami du PS sera délivrée à chaque sympathisant ; la notion de suppléant disparaît de toutes les instances ; l'effectif du BE passe à cinquante-quatre membres, plus le premier secrétaire ; chaque candidat doit déposer, avec sa déclaration, un avis de prélèvement.

Pierre Moscovici reprend le travail de la commission des résolutions. Expliquant la non-synthèse, il lance : "Jean Poperen a dit qu'il jugerait les actions du PS sur ses actes. J'ai cru comprendre qu'il rejoindrait la majorité si l'action du Parti lui convenait. Louis Mermaz, lui, veut poursuivre la discussion, il considère que le débat commence, il attend les assises de la transformation sociale."

Reprenant les 373 amendements, il résume les grandes lignes du texte final qui sera adopté à mains levées. Première avancée : une nouvelle stratégie de croissance par la relance européenne et un grand emprunt de 80 milliards d'écus par an.

Deuxième avancée : la réduction du temps de travail pour la création d'emplois. Premier principe, la diversité : trente-cinq heures, voire des trente-deux heures, semaine de quatre jours, développement des congés de formation, congés parentaux, etc. Troisième principe : c'est à l'Etat de donner l'impulsion en fixant par la loi des objectifs ambitieux, car, pour créer des emplois, la réduction doit être massive. Quatrième principe : pas de réduction du temps de travail sans partage des revenus et des richesses. Il faut une réforme profonde de la fiscalité, des formations, de l'organisation du travail.

Cela ne dispense pas d'une action résolue pour la croissance. Il faut, par une politique de transferts, imposer des contraintes d'emploi, voire de financement public de l'emploi. C'est une faute lourde, quand on est en récession, de rogner sur les créations de postes dans l'éducation, la justice, la police, dans les entreprises publiques, comme le montre Air France. Les deux conceptions, partage du travail et redistribution, se complètent, avec un même objectif : la création d'emplois. Ce débat sera l'objet d'une convention nationale.

Troisième avancée : faire de la politique autrement. La commission propose qu'un mandat exécutif, maire de ville de plus de 20.000 habitants, adjoint au maire d'une ville de plus de 100.000 habitants, président ou vice-président d'un conseil régional ou d'un conseil général, ne puisse être cumulé qu'avec un seul mandat local non exécutif ou national, c'est-à-dire un mandat de parlementaire. Nombre de fédérations suggèrent de faire vivre la citoyenneté par une démocratie plus participative et un statut de l'élu associatif. Notre Parti doit promouvoir la mixité contre le sexisme, comme disent nos camarades du Maine-et-Loire, il doit être un Parti qui va vers la parité. Autre préoccupation : notre rapport à la vérité et à la morale. La fédération de la Drôme demande la mise en place du comité d'éthique créé à Bordeaux.

Quatrième avancée : une nouvelle approche des questions de société. Lutter contre toutes les formes d'exclusion, ainsi en va-t-il du sida. La fédération de Paris propose une politique volontariste de lutte contre la toxicomanie. Toutes les discriminations fondées sur les mœurs doivent disparaître et une égalité effective des droits doit être atteinte, en particulier pour les homosexuels. Le secteur culture propose de concilier culture, république et démocratie par une action entre culture, éducation et audiovisuel.

Cinquième avancée : une nouvelle alliance pour la transformation sociale. C'est le sens des assises que nous proposons sans esprit hégémonique. L'organisation doit en être collective, c'est une démarche de dialogue, de confrontation, d'échange que nous engagerons avec les acteurs de la transformation sociale.

Opposons à la concurrence des ambitions à droite les convergences d'un projet. Les décisions de notre congrès sont notre loi pour ces trois années, qui seront marquées par des échéances cantonales, européennes, municipales, présidentielles. La tâche qui nous attend est immense. Il y a tant d'idées à élaborer, à approfondir, à débattre. Il y a tant de dialogues à mener. Il y a tant de combats électoraux à mener et à gagner."

Michel Debout et Claude Fleutiaux confirment et expliquent leurs abstentions sur ce rapport. Alain Richard puis Alain Clayes se réjouissent de voir l'esprit des Etats généraux persister et illustrent l'ancrage à gauche de la motion finale par des propositions d'actions. Avant le discours final, Gérard Lindeperg donne lecture des noms des 204 premiers membres du conseil national : 169 pour la motion A, 22 pour la motion B et 13 pour la motion C, qui se réuniront le 4 novembre.



De gauche à droite : Pascale Le Néouannic, Pierre Moscovici, Alain Richard, Alain Clayes, Gérard Lindeperg.

Fondation Jean-Jaurès

LE CREDO EUROPEEN DU PRESIDENT

Sur France 2, lundi 25 octobre, François Mitterrand a réaffirmé la primauté du projet européen pour la croissance et la paix.



"La Communauté européenne doit être un facteur de croissance de travail et d'emploi." A la veille du conseil européen extraordinaire qui s'ouvre à Bruxelles le 29 octobre, le président français, conscient des difficultés de tous ordres qui assaillent actuellement la CE, a voulu, à nouveau, convaincre les Français de la nécessité de la construction européenne, qui reste à l'évidence son grand projet. "Depuis 1957, a-t-il rappelé, bâtir l'Europe est une affaire de volonté. Moi, je veux la faire... (et je ne suis pas seul) et faire la démonstration qu'elle est utile à notre pays."

S'il reconnaît que la récession économique "qui fait qu'on s'appauvrit au lieu de s'enrichir" et la guerre dans l'ex-Yougoslavie ont quelque peu terni son image, il ne faut pas y chercher la raison dans l'Europe elle-même mais dans l'insuffisance de sa cohésion. "Le sommet du 29 octobre, qu'Helmut Kohl et moi avons souhaité pour vaincre le scepticisme ambiant, doit servir à redresser cette situation", précise François Mitterrand, réaffirmant au passage la force de la relation franco-allemande, qui reste à ses yeux, n'en déplaise aux Britanniques, l'axe moteur de la construction européenne. François Mitterrand souhaite la mise en œuvre rapide du traité de l'union européenne, enfin ratifié par les Douze, et qui entrera en vigueur le 1er novembre. "Le calendrier doit être respecté", affirme-t-il, avec notamment la mise en œuvre, le 1er janvier 1994, de la deuxième phase de l'UEM. Il appuie la proposition de Michel Rocard de relance de la croissance européenne par un grand emprunt (qu'il estime devoir être de 100 milliards d'écus) pour financer un vaste programme d'infrastructures et se dit prêt à renoncer à la préférence communautaire si les Américains et le Japon renoncent, eux aussi, à leurs politiques protectionnistes.

On retrouve, dans les propos du président français sur les négociations du GATT, le même souci que l'Europe parle d'une seule voix, pour être plus forte face aux Américains qui "imposent leur diktat." Pour autant, François Mitterrand reconnaît qu'un accord général sur le GATT est souhaitable, "qu'échanger avec tous les pays du monde est un avantage pour la France et un moyen de relance mondiale. Mais nous ne signerons pas à n'importe quel prix", a-t-il cependant prévenu, estimant la négociation encore possible sur le volet agricole.

Enfin, face au drame yougoslave, François Mitterrand, qui a réaffirmé son refus d'engager militairement la France pour des causes autres qu'humanitaires, a proposé "une démonstration humanitaire" d'envergure avec l'aide américaine pour ne pas laisser la population de Sarajevo affronter un deuxième hiver de guerre et de famine. "Il faut forcer la route humanitaire qui mène de Split à la capitale bosniaque", a-t-il déclaré. ■

en bref...

- **Au Canada, les conservateurs ont subi une défaite cuisante aux élections fédérales du 25 octobre. Le Parti libéral de Jean Chrétien, qui devrait former le prochain gouvernement fédéral, s'assure la majorité absolue de sièges à la Chambre des communes. Fait sans précédent, le Bloc québécois de Lucien Bouchard (souverainiste) devrait constituer l'opposition officielle. Et préparer, pour dans quelques mois, la souveraineté du Québec.**

- **Le conseil européen extraordinaire qui se tient à Bruxelles le 29 octobre intervient deux jours avant l'entrée en vigueur du traité de l'Union européenne. Il venait marquer le redressement de la CE, en armoçant la mise en œuvre des politiques qu'il prévoit (deuxième phase de l'UEM, PESC, avec la détermination de quelques actions communes, affaires intérieures et judiciaires). La question des sièges de certains organismes sera abordée. Ainsi que, sûrement, le renforcement substantiel de l'initiative européenne de croissance.**

- **Le Parti des socialistes européens (PSE) tiendra son congrès les 5 et 6 novembre à Bruxelles. Point fort : l'adoption du manifeste pour les élections européennes. Les socialistes européens et leurs dirigeants se réuniront aussi autour de quatre tables rondes abordant les principales questions du moment : l'Europe à la croisée des chemins, l'Europe sociale et la relance économique, l'environnement et la défense des consommateurs, le progrès passe par nous.**

- **La situation continue à se dégrader rapidement en Algérie, où assassinats et rapts d'intellectuels et de journalistes algériens et d'étrangers se multiplient. L'enlèvement, dimanche 24 octobre, de trois agents consulaires français, après l'assassinat de deux compatriotes géomètres, de deux officiers russes et de trois techniciens italiens, confirme que la communauté étrangère en Algérie est désormais un enjeu de la confrontation violente entre le pouvoir et les groupes armés islamistes. Le Front des forces socialistes (FFS), appuyé par l'IS, demande "l'ouverture de négociations avec les forces démocratiques en vue de mettre en place une conférence nationale de surveillance de la transition, dotée de pouvoirs souverains."**

- **Alors que des espoirs de paix se lèvent en Irlande du Nord *(cf "Vendredi" n° 205)*, l'IRA a frappé à nouveau, samedi 23 octobre, en plein cœur de Belfast, faisant dix morts et cinquante-sept blessés. C'est l'attentat le plus meurtrier depuis six ans. Comme partout, en Irlande du Nord, la paix ne plaît pas à tout le monde. Espérons que cet acte odieux ne réduise pas à néant les efforts récents pour mettre un terme à quatre-vingts ans de violence, les positions des uns et des autres semblant déjà se radicaliser.**

Coll. Fondation Jean Jaurès

LES RAPPORTS DES COMMISSIONS

Forte réduction du temps de travail, redistribution des revenus, nouvelle donne européenne, invention d'une démocratie participative, rénovation et ouverture du Parti : en quatre commissions, le PS définit son projet.

COMMISSION EMPLOI

Question clef. Les socialistes proposent des mesures radicalement différentes des libéraux : développer les services aux particuliers, arrêter les licenciements dans les services publics, réorienter les 400 milliards de F d'aide aux chômeurs vers le soutien à l'emploi, réformer un système de fiscalité pénalisant pour l'emploi, alléger les cotisations patronales et augmenter d'autant la fiscalité sur les revenus. Quant à la réduction forte du temps de travail, indispensable, elle devra être financée par un partage des revenus. Indispensable aussi, une initiative européenne de croissance financée par un impôt de 350 milliards de F.

COMMISSION EUROPE

La crise actuelle vient de ce qu'elle n'a pas été capable de résoudre le chômage, de parler d'une même voix sur la scène internationale, d'intervenir diplomatiquement et militairement pour éviter l'aggravation de la situation dans l'ex-Yougoslavie. Quant à la relance, elle sera européenne ou ne sera pas.

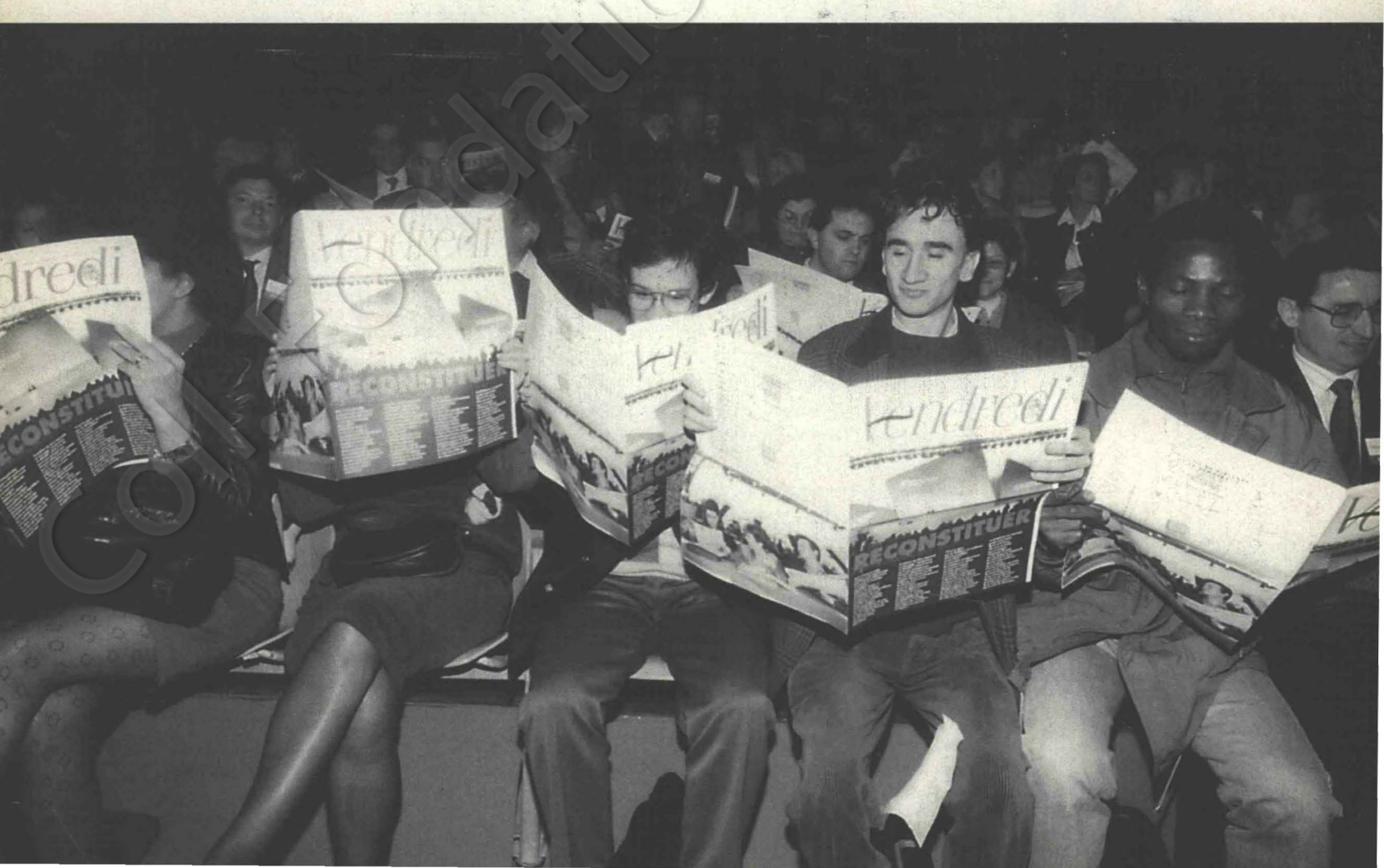
En ce qui concerne les relations entre l'Europe et le reste du monde, les militants se sont interrogés : "Saurons-nous, retrouvant le discours historique de la gauche, nous montrer ouverts, généreux, et dire que la relance française passe par une relance mondiale et que les intérêts des pays occidentaux ne sont pas différents de ceux des pays du Sud et de l'Est ?"

COMMISSION DEMOCRATIE ET INSTITUTIONS

Cette troisième commission a plébiscité le Parlement que les socialistes veulent "actif et vivant" , rejeté unanimement le cumul des mandats et souhaité un mode de scutin sur le modèle du municipal de 1983 (forte composante majoritaire avec une dose de proportionnelle).

COMMISSION PARTI

Rénovation, ouverture, transparence, innovation, ces quatre mots résument l'aspiration des militants de la commission consacrée au Parti. Les socialistes doivent nouer des relations nouvelles avec les forces qui les entourent. Sur le fonctionnement du Parti, les militants ont attaqué une fois de plus le cumul des mandats. Deuxième revendication forte, la mixité : "Nous avons des statuts qui établissent des règles, définissent des sanctions. Appliquons-les." Enfin, les militants ont défini en trois commandements l'état d'esprit qui présidera aux assises de la transformation sociale : ne pas vouloir l'hégémonie, se comporter en véritables partenaires en ne cherchant pas à créer autour de nous des satellites et conduire les discussions sans arrière-pensée. C'est sur le respect de ces trois principes que se jugera la capacité du PS à être un véritable parti de rassemblement.



Fondation Jean Jaurès